

**THE CORNWALL
PUBLIC INQUIRY**



**L'ENQUÊTE PUBLIQUE
SUR CORNWALL**

Public Hearing

Audience publique

Commissioner

The Honourable Justice /
L'honorable juge
G. Normand Glaude

Commissaire

VOLUME 262

Held at :

Hearings Room
709 Cotton Mill Street
Cornwall, Ontario
K6H 7K7

Friday, July 25, 2008

Tenue à:

Salle des audiences
709, rue de la Fabrique
Cornwall, Ontario
K6H 7K7

Vendredi, le 25 juillet 2008

Appearances/Comparutions

Ms. Julie Gauthier Ms. Brigitte Baulne	Registrar
Ms. Maya Hamou Me Simon Ruel	Commission Counsel
Ms. Reena Lalji	Cornwall Community Police Service and Cornwall Police Service Board
Ms. Diane Lahaie	Ontario Provincial Police
Mr. David Rose	Ontario Ministry of Community and Correctional Services and Adult Community Corrections
Ms. Andrea Cole	Attorney General for Ontario
Mr. Peter Chisholm	The Children's Aid Society of the United Counties
Mr. Peter Wardle	Citizens for Community Renewal
Mr. Dallas Lee	Victims' Group
Mr. David Sherriff-Scott	Diocese of Alexandria-Cornwall and Bishop Eugene LaRocque
M ^e Danielle Robitaille	Mr. Jacques Leduc
Mr. William Carroll	Ontario Provincial Police Association
Mr. Frank T. Horn Mr. Ian Paul	Coalition for Action
Dr. Raymond Legault	Dr. Raymond Legault

Table of Contents / Table des matières

	Page
List of Exhibits :	iv
DR. RAYMOND LEGAULT, Sworn/Assermenté	1
Examination in-Chief by/Interrogatoire en-chef par M ^e Simon Ruel	2
Submissions by/Représentations par Mr. Dallas Lee	49
Submissions by/Représentations par Mr. Frank Horn	52
Submissions by/Représentations par Mr. David Sherriff-Scott	53
DR. RAYMOND LEGAULT, Resumed/Sous le même serment	58
Examination in-Chief by/Interrogatoire en-chef par M ^e Simon Ruel (cont'd/suite)	58
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Peter Wardle	83
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Frank Horn	90
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Dallas Lee	106
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. Peter Chisholm	115
Cross-Examination by/Contre-interrogatoire par Mr. David Sherriff-Scott	123

LIST OF EXHIBITS/LISTE D'EXHIBITS

NO.	DESCRIPTION	PAGE NO
P- 2031	(738436) - Diocesan Committee on Managing Allegations of Sexual Abuse of Children and of Sexual Assault of Adults by Clergy, Religious, Lay Employees and Volunteers	35

1 --- Upon commencing at 9:34 a.m./

2 L'audience débute à 9h34

3 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;
4 veuillez vous lever.

5 This hearing of the Cornwall Public Inquiry
6 is now in session. The Honourable Mr. Justice Normand
7 Glaude, Commissioner, presiding.

8 Please be seated. Veuillez vous asseoir.

9 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

10 **Me RUEL:** Bonjour, monsieur le Commissaire.

11 **LE COMMISSAIRE:** Bonjour.

12 **Me RUEL:** Nous avons ce matin comme témoin
13 le docteur Raymond Legault.

14 **LE COMMISSAIRE:** Oui. O.k. Merci.

15 **DR. RAYMOND LEGAULT:** Sworn/Assermenté

16 **LE COMMISSAIRE:** Bien, Docteur Legault,
17 bienvenu à l'enquête.

18 **DR. LEGAULT:** Merci.

19 **LE COMMISSAIRE:** Vous allez voir que vous
20 avez des verres et de l'eau fraîche dans le contenant. Le
21 microphone, j'aimerais que vous parliez dans le microphone
22 pour qu'on puisse bien vous entendre. Et on va vous --
23 sans doute vous donner des documents qui seront reproduits
24 soit sur l'écran ou bien "hard copy" comme on dit en bon
25 français.

1 Donc, si vous avez des questions à un moment
2 donné, faites simplement m'adresser. Mais entre temps,
3 j'aimerais que vous écoutiez très bien aux questions --
4 attentivement aux questions. Donnez-moi la meilleure
5 réponse que vous pouvez. Et puis si vous ignorez la
6 réponse, vous pouvez me dire cela aussi.

7 D'accord?

8 **DR. LEGAULT:** Certainement.

9 **LE COMMISSAIRE:** Merci beaucoup.

10 Maître Ruel?

11 ---EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN-CHEF PAR M^e
12 **RUEL :**

13 **Me RUEL:** Bonjour, Docteur Legault.

14 **DR. LEGAULT:** Bonjour.

15 **Me RUEL:** Vous êtes le délégué de l'évêque
16 du Diocèse d'Alexandria-Cornwall pour la gestion -- la
17 question de la gestion des allégations d'abus sexuel des
18 enfants ou d'agression sexuelle des adultes par le clergé,
19 religieux, religieuses, employés laïques et les bénévoles;
20 c'est exact?

21 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

22 **Me RUEL:** Donc, je vais -- votre témoignage
23 aujourd'hui, les questions que je vais vous poser vont
24 porter sur essentiellement sur vos fonctions comme délégué
25 de l'évêque.

1 Vous êtes délégué de l'évêque depuis combien
2 de temps?

3 **DR. LEGAULT:** Depuis 2003, depuis le début
4 de ce comité.

5 **Me RUEL:** Quelle période en 2003?

6 **DR. LEGAULT:** Vers le mois de juin de 2003.

7 **Me RUEL:** Nous allons en venir au mandat du
8 comité dans quelques minutes mais je voudrais passer
9 quelques minutes sur votre parcours professionnel d'abord.

10 Et il y a un document qui est à la Pièce 58
11 et c'est l'onglet 42.1 qui est, d'après ce que je
12 comprends, votre Curriculum Vitae.

13 **DR. LEGAULT:** On ne m'a pas donné le bon
14 document.

15 **LE COMMISSAIRE:** Oui, oui, je pense mais
16 c'est à ---

17 **DR. LEGAULT:** Le document qui est ici, oui,
18 mais pas celui ---

19 **LE COMMISSAIRE:** Oui, mais je pense c'est un
20 -- si vous continuez, vous êtes à l'onglet numéro ---

21 **DR. LEGAULT:** Oui, je l'ai trouvé ici.
22 C'est ça.

23 **LE COMMISSAIRE:** C'est ça. C'est un sous --
24 sous onglet.

25 **DR. LEGAULT:** Oui.

1 Oui, c'est mon CV, oui.

2 **Me RUEL:** Donc, c'est préparé par vous?

3 **DR. LEGAULT:** C'est ça. C'est correct.

4 **Me RUEL:** C'est daté du 31 juillet 2006. Et
5 je vais aller rapidement au vif du sujet. Vous êtes
6 médecin?

7 **DR. LEGAULT:** C'est correct, oui.

8 **Me RUEL:** Vous avez été reçu médecin en
9 1971?

10 **DR. LEGAULT:** Oui, en '71.

11 **Me RUEL:** Et c'est indiqué dans le milieu de
12 votre CV que vous avez fait deux ans de -- je vais le lire
13 en anglais :

14 "Two years of post-graduate work in
15 pediatrics, McGill University and
16 Children's Hospital and Royal Victoria
17 Hospital from 1971 to 1973."

18 C'est correct?

19 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est correct, oui.

20 **Me RUEL:** Est-ce que c'est une spécialité?

21 **DR. LEGAULT:** J'ai fait seulement que deux
22 ans. La spécialité demande quatre ans mais puisque je
23 venais ici faire de la pédiatrie primaire et non de
24 consultation, à ce moment-là on a suggéré que deux ans
25 c'était suffisant.

1 **Me RUEL:** Donc, vous étiez un médecin -- je
2 dis vous étiez parce que vous ne pratiquez plus maintenant?

3 **DR. LEGAULT:** Ça c'est correct, non, je ne
4 pratique plus.

5 **Me RUEL:** Mais vous étiez un médecin
6 généraliste qui aviez une pratique de pédiatrie?

7 **DR. LEGAULT:** C'est correct, oui.

8 **Me RUEL:** Mais vous n'étiez pas pédiatre?

9 **DR. LEGAULT:** Non, je n'étais pas pédiatre.

10 **Me RUEL:** O.k. Et c'est indiqué un petit
11 peu plus bas que vous avez pratiqué essentiellement dans le
12 domaine de la pédiatrie pendant 17 ans. C'est correct?

13 **DR. LEGAULT:** C'est correct, oui.

14 **Me RUEL:** Donc, est-ce que vous aviez un
15 cabinet privé?

16 **DR. LEGAULT:** J'avais un cabinet privé et je
17 travillais à l'hôpital aussi.

18 **Me RUEL:** À quel hôpital?

19 **DR. LEGAULT:** Aux deux hôpitaux, à l'Hôpital
20 Hôtel Dieu et l'Hôpital Général.

21 **Me RUEL:** Et vous avez ici indiqué quelques
22 unes de vos fonctions pendant vos 17 années de pratique.
23 Peut-être nous expliquer rapidement qu'est-ce que vous avez
24 fait? Quelles ont été vos principales fonctions?

25 **DR. LEGAULT:** Moi, je dirais que ma

1 principale fonction c'était de prendre soin -- d'aider les
2 parents à prendre soin de leur enfant; donc, du nouveau-né
3 jusqu'à l'adolescence. On faisait des examens de routine.
4 On voyait les enfants s'ils étaient malades.

5 Je faisais beaucoup d'urgence à l'hôpital
6 aussi parce qu'à ce moment-là, il y avait pas de médecin
7 d'urgence à l'hôpital. J'étais présent aux césariennes
8 pour réanimer le bébé si c'était nécessaire. Puis c'est ça
9 que j'ai fait pendant 17 ans.

10 **Me RUEL:** Encore dans votre CV, au quatrième
11 point, sous votre pratique:

12 "Emergency care for illnesses,
13 accidents, abuse cases, both physical
14 and emotional, emotional and sexual
15 with close cooperation with the
16 Children's Aid department and different
17 police forces."

18 Pouvez-vous expliquer exactement quel était
19 votre rôle en ce qui concerne les cas d'abus et les
20 interactions que vous avez pu avoir avec les services
21 d'aide à l'enfance et les services de police?

22 **DR. LEGAULT:** Soit à l'urgence, soit à mon
23 bureau de pratique privée, je pouvais voir des enfants qui
24 avaient été des victimes d'abus. À ce moment-là, je
25 prenais contact avec le Children's Aid. Je prenais contact

1 aussi avec la police, le service de police.

2 C'est arrivé plusieurs fois que les deux
3 services se sont retrouvés dans mon bureau privé, prendre
4 des photos, interviewer les parents, et puis à ce moment-
5 là, souvent l'enfant était admis au Département de
6 pédiatrie pour plus d'investigation.

7 **Me RUEL:** Combien de pédiatres -- pendant
8 votre pratique, combien de pédiatres y avait-il à Cornwall?

9 **DR. LEGAULT:** Au début, y'en avait -- on
10 était -- lorsque je suis arrivé, on était trois mais un des
11 pédiatres est devenu malade; donc, on était vraiment
12 seulement que deux qui faisons des appels aux 48 heures.
13 La majorité des médecins de famille ne faisait pas de
14 pédiatrie.

15 **Me RUEL:** Quand vous dites deux, ma question
16 était les pédiatres qui étaient des spécialistes à
17 Cornwall. C'est ce que vous indiquez, il y en avait deux?

18 **DR. LEGAULT:** Je devrais dire que je me
19 comptais dans ce groupe-là parce que le groupe m'a
20 accueilli comme un pédiatre à pleine fonction même si
21 j'avais seulement que deux ans de pédiatrie. Donc, il y
22 avait moi et un autre.

23 **Me RUEL:** Et vous avez pris votre retraite
24 en quelle année comme médecin?

25 **DR. LEGAULT:** De la médecine, en 1990.

1 **Me RUEL:** Et à la page suivante, il est
2 indiqué que vous avez été embauché comme Assistant -- je
3 vais le lire en anglais encore une fois:

4 "Assistant Executive Director, Medical
5 Services at the Hôtel Dieu Hospital and
6 remained there until retirement in May
7 2003."

8 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

9 **Me RUEL:** Donc, comme directeur exécutif
10 assistant, Services médicaux; est-ce que ce serait la
11 traduction?

12 **DR. LEGAULT:** C'est ça, oui. Oui.

13 **Me RUEL:** Et quelles étaient vos fonctions?

14 **DR. LEGAULT:** Ma fonction c'était de servir
15 de liaison entre l'administration et les médecins pour
16 essayer de faire travailler ces deux groupes-là ensemble le
17 plus harmonieusement possible.

18 Une autre de mes fonctions était de recevoir
19 les plaintes, toutes les plaintes à l'hôpital; parler aux
20 gens qui avaient des plaintes; rencontrer les gens contre
21 qui on avait des plaintes; donner une réponse aux gens;
22 dire quelles avaient été nos actions. J'étais aussi ---

23 **Me RUEL:** Excusez-moi, juste sur ce point-
24 là, avant que vous ne continuiez, les plaintes, on parle de
25 plaintes de patients par exemple?

1 **DR. LEGAULT:** Plaintes de patients, oui.

2 Oui, plaintes de patients.

3 **Me RUEL:** Est-ce que vous agissiez comme
4 enquêteur?

5 **DR. LEGAULT:** Oui, j'agissais comme
6 enquêteur. Je prenais l'histoire du patient. Après ça, je
7 rencontrais les gens contre qui était logée la plainte et
8 j'enquêtais de ce côté-là aussi. Je faisais une liaison
9 avec leur gérant et tout ça.

10 **Me RUEL:** Vous alliez ajouter quelque chose
11 au sujet de vos fonctions?

12 **DR. LEGAULT:** J'étais aussi -- j'étais en
13 charge de plusieurs départements, différents départements.
14 J'étais en charge de Radiologie à un moment donné. J'étais
15 en charge du Service social. J'étais en charge des
16 départements des Records médicaux. J'agissais comme membre
17 à part entière de la gestion de l'hôpital.

18 **Me RUEL:** Donc, suite à cette fonction-là en
19 2003, c'est à ce moment-là que vous êtes devenu, peu de
20 temps après, délégué de l'évêque pour la gestion des cas
21 d'abus sexuel et d'agression sexuelle. C'est exact?

22 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

23 **Me RUEL:** Comment ça s'est -- comment ça
24 s'est passé cette nomination-là? Est-ce que vous avez
25 postulé? Est-ce qu'on vous a contacté?

1 **DR. LEGAULT:** Lorsque notre évêque est
2 arrivé, j'ai vu dans quelle direction il s'en allait avec
3 les abus. Je lui ai offert mes services. Je croyais que
4 peut-être il aurait besoin de moi pour un des comités et
5 puis à peu près un an plus tard, notre évêque m'a appelé
6 pour me demander si j'acceptais d'être son délégué pour
7 recevoir les plaintes au sein de ce comité et être le
8 président de ce comité. Puis à ce moment-là j'ai accepté.

9 **Me RUEL:** Donc, vous avez accepté à partir
10 du mois de juin 2003?

11 **DR. LEGAULT:** Oui, c'était deux, trois mois
12 avant ça. La première réunion a été au mois de juin mais
13 j'avais accepté deux, trois mois avant de prendre cette
14 fonction.

15 **Me RUEL:** Est-ce que je peux vous demander
16 si c'était une position, un poste qui est bénévole ou
17 rémunéré?

18 **DR. LEGAULT:** Bénévole.

19 **Me RUEL:** J'aimerais vous exhiber le
20 document qui -- à la Pièce 58, à l'onglet 46, et monsieur
21 le Commissaire, tant qu'à faire, on pourrait sortir aussi
22 l'onglet 50, qui est la version -- ça c'est les lignes
23 directrices du diocèse et l'onglet 50 c'est la version la
24 plus récente, d'après ce que je comprends. Donc, je vais
25 utiliser les deux documents.

1 **LE COMMISSAIRE:** Parfait.

2 Donc, pour commencer, vous voulez aller où?

3 **Me RUEL:** Par 46 -- pardon, la Pièce 58,
4 l'onglet 46.

5 **LE COMMISSAIRE:** O.k. C'est ça, vous
6 l'avez, Docteur Legault? C'est ça.

7 **Me RUEL:** Donc, ce document-là, d'après ce
8 que je comprends, est seulement en anglais. Il s'intitule,
9 "Diocesan Guidelines on Managing Allegations of Sexual
10 Abuse of Children and of Sexual Assault of Adults by
11 Clergy, Religious, Lay Employees and Volunteers." C'est
12 daté du mois d'avril 2003. Vous reconnaissez ce document-
13 là?

14 **DR. LEGAULT:** Oui, il y a aussi l'équivalent
15 en français.

16 **Me RUEL:** Bon d'accord.

17 **DR. LEGAULT:** Mais, oui, je le reconnais,
18 absolument, oui.

19 **Me RUEL:** Donc, est-ce que c'est exact de
20 dire -- je pense la preuve a déjà été faite ici devant la
21 Commission que, bon, le document a été adopté en avril
22 2003, mais il est devenu -- il a été formellement effectif
23 à partir du 1^{er} juillet 2003?

24 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

25 **Me RUEL:** Et c'est en vertu de ces lignes

1 directrices que vous avez été nommé comme délégué et c'est
2 ces lignes directrices qui définissent le cadre de vos
3 fonctions comme délégué de l'évêque. C'est exact?

4 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

5 **Me RUEL:** Je vais maintenant pour -- parce
6 que la version que j'ai en français est celle de août 2005;
7 donc, si vous n'avez pas d'objection -- qui est très
8 similaire. Il y a quelques changements. Vous pourrez
9 l'expliquer -- qui est l'onglet 50 de la même pièce. Et la
10 portion française de ce document-là, on note "Révisé août
11 2005"; c'est exact? Donc, il y a eu une révision ---

12 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

13 **Me RUEL:** --- en août 2005.

14 Avez-vous été impliqué dans cette révision-
15 là?

16 **DR. LEGAULT:** Nous avons fait des
17 suggestions pour cette révision.

18 **Me RUEL:** Donc, Docteur Legault, l'évêque du
19 Diocèse a déjà témoigné et expliqué de façon générale le
20 fonctionnement de -- en fait, vos fonctions et le
21 fonctionnement des lignes directrices, mais j'aurais aimé,
22 avec vous, que vous nous expliquiez en pratique votre
23 compréhension du fonctionnement de ces lignes directrices-
24 là et, en pratique, comment vous interprétez les lignes
25 directrices, si vous le voulez bien.

1 Donc, à la deuxième page, en français, il y
2 a mention dans les définitions d'un comité aviseur.
3 Pouvez-vous nous expliquer qu'est-ce que ça fait le comité
4 aviseur?

5 **DR. LEGAULT:** Le comité aviseur dont je suis
6 président est le comité qui reçoit les plaintes; le comité
7 qui revoit les plaintes et formule des recommandations à
8 notre évêque.

9 **Me RUEL:** C'est mentionné ici:

10 "La tâche principale du comité est
11 d'aviser l'évêque par l'entremise de
12 son délégué s'il y a vraiment un fond
13 de vérité aux allégations faites contre
14 une personne, leur nature et les
15 circonstances qui s'y rapportent."

16 C'est exact?

17 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

18 **Me RUEL:** C'est indiqué aussi -- bien,
19 d'abord le comité -- vous, vous êtes président. Combien il
20 y a de membres sur le comité?

21 **DR. LEGAULT:** Il y a -- on est -- il y a
22 cinq membres sur le comité.

23 **Me RUEL:** Et quel type de personnes? Est-ce
24 que ce sont des religieux ou des laïques?

25 **DR. LEGAULT:** Les deux. J'ai dans mon

1 comité -- le délégué adjoint est un prêtre.

2 **Me RUEL:** Qui est?

3 **DR. LEGAULT:** Qui est Kelvin Maloney?

4 J'ai aussi une religieuse qui a été dans
5 l'enseignement. C'est Sœur Louise Bazinet. J'ai monsieur
6 Victor Villeneuve qui a été dans le -- qui travaillait
7 comme chef d'une prison. Il a travaillé pour le
8 gouvernement.

9 J'ai aussi Gérald Samson, qui sert de porte-
10 parole et qui était aussi comme dans l'éducation. Et la
11 dernière personne, c'est la personne non catholique. C'est
12 Johneen Rennie qui a été en charge d'une maison pour gens
13 âgés et puis qui a beaucoup d'implication dans la
14 communauté.

15 **Me RUEL:** Donc, ces membres-là sont les-
16 mêmes qui ont été nommés en 2003; est-ce que c'est exact?

17 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

18 **Me RUEL:** Et dans le -- encore sous comité
19 aviseur ici, il est indiqué que:

20 "Tout au long du processus, le comité
21 coopère avec les autorités civiles tout
22 en respectant les droits de la victime
23 et de l'accusé."

24 C'est exact?

25 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

1 **Me RUEL:** Et il est mentionné un petit peu
2 plus bas que "les membres doivent suivre une formation
3 relative aux responsabilités qu'ils assumeront."

4 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

5 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez suivi une
6 formation pour siéger sur ce comité?

7 **DR. LEGAULT:** Nous avons fait une formation
8 la première journée lorsque nous avons eu notre réunion.
9 Nous nous sommes rencontrés avec un représentant du
10 Children's Aid. Nous nous sommes rencontrés avec un membre
11 de la force policière. Nous avons aussi revu le "Men's
12 Project" et puis leur rôle.

13 Il faut comprendre que tous les gens dans
14 mon comité avaient déjà de l'expertise pour avoir travaillé
15 dans ce domaine. Donc, à ce moment-là, cette journée a été
16 notre journée de formation.

17 **Me RUEL:** O.k. Un petit peu plus loin dans
18 le même paragraphe:

19 " Ils..."

20 Donc, les membres du comité:

21 "...s'engagent aussi par serment à la
22 confidentialité."

23 Vous voyez ça?

24 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

25 **Me RUEL:** Qu'est-ce que ça veut dire ça?

1 D^r LEGAULT: La confidentialité veut dire que
2 si nous parlons de quelque chose dans notre comité, nous
3 n'en parlons pas à l'extérieur du comité. Si nous devenons
4 ou si nous savons des noms de personnes, à ce moment-là,
5 nous ne les répandrons pas autour de nous.

6 Me RUEL: Comment réconcilier ça avec la
7 mention précédente que les membres du comité doivent
8 coopérer avec les autorités civiles?

9 DR. LEGAULT: À ce moment-là, on ne parle
10 plus de confidentialité lorsqu'on doit aider les autorités
11 civiles dans un cas.

12 Me RUEL: Donc, si vous avez des contacts,
13 il y a une plainte, des noms sont mentionnés, des
14 allégations sont faites, il n'y a rien qui vous empêche, en
15 vertu des ces directives-là, de discuter du cas et des
16 détails avec soit la police ou avec les Services de l'aide
17 à l'enfance?

18 DR. LEGAULT: C'est exact. Et non seulement
19 ça mais la loi nous l'oblige pour le Service à l'enfance.

20 Me RUEL: L'autre comité qui est mentionné
21 c'est le Comité des soins aux victimes?

22 DR. LEGAULT: C'est exact, oui.

23 Me RUEL: À la même page. Pouvez-vous
24 brièvement expliquer de quoi il s'agit? Quel est le mandat
25 de ce comité?

1 **DR. LEGAULT:** Le mandat de ce comité c'est
2 d'aider le comité aviseur à pouvoir aider une victime en
3 lui donnant de l'aide pour du traitement, pour aider aussi
4 les membres soit de la famille de cette victime, donc les
5 victimes indirectes, si elles ont besoin d'aide lors du
6 processus lorsqu'il y a eu une plainte.

7 **Me RUEL:** Est-ce que vous siégez sur le
8 Comité de soins aux victimes?

9 **DR. LEGAULT:** Je suis -- de par ma position,
10 je siége sur ce comité, oui, mais c'est un comité qui est
11 appelé au besoin lorsque nous avons besoin de suggestions
12 pour donner de l'aide.

13 **Me RUEL:** Et à la page suivante, page 3, on
14 parle du délégué, délégué suppléant. Donc, vos fonctions
15 exactement comme délégué, pouvez-vous les décrire?

16 **DR. LEGAULT:** Ma fonction comme délégué,
17 c'est la question?

18 **Me RUEL:** Oui, c'est ça.

19 **DR. LEGAULT:** Oui. Ma fonction comme
20 délégué c'est de recevoir les plaintes et d'en parler à mon
21 comité et de faire des recommandations à notre évêque.

22 **Me RUEL:** Pour ce qui est des plaintes, le
23 processus est prévu aux pages suivantes. J'aimerais que
24 vous nous expliquiez de façon schématique comment ça
25 fonctionne au sein de votre comité lorsqu'une plainte est

1 reçue. Donc, en partant du début jusqu'à la fin, et je
2 vais avoir quelques questions à vous poser sur le
3 processus.

4 **DR. LEGAULT:** Lorsqu'une plainte est reçue,
5 à ce moment-là, premièrement, la décision a été prise par
6 le comité que nous ne rencontrons jamais un plaignant ou
7 une plaignante seul. Deux membres du comité vont
8 rencontrer la personne qui se plaint puis à ce moment-là,
9 ce n'est pas nécessairement moi.

10 Si la personne veut seulement des femmes
11 pour la rencontrer, à ce moment-là, nous aurions -- c'est
12 pour ça que nos membres -- premièrement, la majorité des
13 membres sont bilingues. Donc, nous pouvons servir dans les
14 deux langues et nous pouvons aussi, si quelqu'un veut
15 seulement que rencontrer des dames, à ce moment-là moi, je
16 n'irais pas recevoir la plainte au début. Ce serait un
17 membre de mon comité.

18 **Me RUEL:** Juste un temps d'arrêt ici. Est-
19 ce que votre mandat comprend la possibilité de faire
20 enquête sur des allégations qui sont faites par la voie
21 autre qu'une plainte? Par exemple, si une allégation est
22 faite par la voie des journaux ou sur un site Internet,
23 est-ce que votre mandat, selon votre compréhension, vous
24 permet de regarder ce type de situation-là?

25 **DR. LEGAULT:** Non, notre mandat ne le permet

1 pas. Il faut que ce soit une plainte directe au comité.

2 **Me RUEL:** Donc, la plainte est reçue ---

3 **DR. LEGAULT:** La plainte est reçue. Nous
4 prenons premièrement l'information de la personne qui se
5 plaint. Nous nous rencontrons aussi avec la personne qui a
6 été -- contre qui la plainte a été logée et puis en dedans
7 des 24 heures, nous nous rencontrons avec le comité et nous
8 prenons une décision sur quelle action nous allons suggérer
9 à l'évêque. Et puis, à ce moment-là, nous nous rencontrons
10 avec l'évêque ou son représentant, si l'évêque n'est pas
11 ici dans le diocèse à ce moment-là.

12 **Me RUEL:** Donc, juste pour tenter
13 d'expliquer un peu plus en détail ce que vous venez de nous
14 dire, dans les lignes de conduite, il y a deux types
15 d'allégation. Il y a allégation d'abus sexuel sur des
16 enfants et allégation d'agression sexuelle, d'après ce que
17 je comprends, sur la personne d'un adulte?

18 **DR. LEGAULT:** C'est ça, oui.

19 **Me RUEL:** C'est exact? Et il y a aussi
20 comprises dans ce deuxième type d'allégation les
21 allégations historiques.

22 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

23 **Me RUEL:** Donc, dans le premier cas, si
24 c'est abus sexuel d'un enfant, je crois qu'il est mentionné
25 ici ou il est mentionné qu'il y aura un rapport qui est

1 fait par vous à la Société de l'aide à l'enfance. C'est
2 exact?

3 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

4 **Me RUEL:** Dans le cas des allégations
5 historiques, donc un adulte qui fait une plainte à l'effet
6 qu'il ou elle a été victime d'abus alors qu'elle était
7 jeune mais la personne est maintenant adulte, est-ce que
8 cette question-là est aussi transmise à la Société de
9 l'aide à l'enfance?

10 **DR. LEGAULT:** Notre comité a décidé que nous
11 irions à l'aide à l'enfance pour des plaintes historiques
12 même si la loi n'est pas claire sur ce point, mais notre
13 comité désire le faire.

14 **Me RUEL:** Dans les deux cas ici, on parle du
15 fait que vous pouvez -- en fait, vous devez communiquer
16 avec la Société de l'aide à l'enfance dans le cas de
17 plaintes historiques et dans le cas d'abus sexuel sur des
18 enfants. C'est correct? C'est votre compréhension?

19 **DR. LEGAULT:** C'est correct, oui.

20 **Me RUEL:** Mais y'a rien qui est mentionné au
21 sujet de contacter la police. Qu'est-ce qui se passe
22 lorsqu'une plainte est reçue? Est-ce que vous contactez de
23 façon systématique les autorités policières?

24 **DR. LEGAULT:** Nous demanderions la
25 permission. Nous essaierions de convaincre cette personne

1 qui fait la plainte de prendre contact avec la police.

2 Me RUEL: Donc, c'est pas quelque chose que
3 vous, vous allez faire de façon automatique?

4 DR. LEGAULT: Si nous n'avons pas la
5 permission, nous ne pouvons pas, mais nous allons faire
6 tout en notre possible pour recevoir cette permission pour
7 inclure la police dans l'investigation.

8 Me RUEL: Donc, le plaignant est rencontré
9 rapidement; c'est ce que vous indiquez?

10 DR. LEGAULT: On essaie de le faire dans les
11 24 heures suite à avoir reçu la plainte.

12 Me RUEL: Et au point 5, il est indiqué:
13 "Le délégué informera l'accusé de
14 l'allégation et accueillera sa réaction
15 tout en dressant le procès verbal."

16 DR. LEGAULT: Oui, c'est ce que je vous ai
17 expliqué. On rencontre aussi l'accusé.

18 Me RUEL: Est-ce que c'est exact de dire que
19 ce paragraphe-là n'apparaissait pas dans la politique ou la
20 directive de 2003?

21 DR. LEGAULT: C'est exact, mais même si ça
22 n'apparaissait pas, il faut comprendre que ce sont des
23 lignes directrices, mais ça nous aurait pas empêché de le
24 faire pareil et nous l'aurions fait.

25 Me RUEL: Au point 6, il est indiqué:

1 "Vérifier l'allégation."

2 Qu'est-ce que ça veut dire "vérifier"?

3 **DR. LEGAULT:** Vérifier l'allégation veut
4 dire voir s'il y a un élément de véracité à l'allégation.
5 Je pense qu'on essaierait de rencontrer cette personne pour
6 voir -- si cette personne change d'histoire trois fois dans
7 la même phrase, à ce moment-là, on aurait peut-être des
8 problèmes avec l'allégation; mais s'il y a le moindre
9 de véracité à l'allégation, à ce moment-là, nous prenons
10 l'allégation comme étant valable.

11 **Me RUEL:** Donc, ça ce sont des étapes ou les
12 étapes que vous nous avez décrites c'est des étapes que
13 vous faites comme délégué au moment où une plainte est
14 reçue. C'est exact?

15 **DR. LEGAULT:** Moi comme délégué, oui, ou
16 d'autres membres du comité si moi, par exemple, je ne suis
17 pas ici. C'est donc un des membres du comité va le faire.

18 **Me RUEL:** Donc ça, est-ce que ça se fait
19 avant que le comité soit saisi, le comité aviseur, de la
20 question?

21 **DR. LEGAULT:** Oui, le comité aviseur se
22 rencontre lorsqu'il y a eu une réunion avec la personne qui
23 accuse, mais souvent ce qu'on va faire c'est qu'on va
24 appeler le comité pour les avertir qu'il y a quelque chose
25 qui se passe et puis savoir et puis leur dire qu'on va

1 avoir besoin de les rencontrer dans les prochains 24
2 heures. Donc, le comité sait qu'il y a quelque chose qui
3 s'en vient.

4 **Me RUEL:** Mais il est -- vous avez mentionné
5 que l'évêque est informé rapidement?

6 **DR. LEGAULT:** L'évêque est informé
7 rapidement, oui.

8 **Me RUEL:** Donc, est-ce que l'évêque est
9 informé avant ou après que le comité aviseur se soit -- ou
10 a été informé?

11 **DR. LEGAULT:** Moi, habituellement, je vais
12 laisser -- je vais dire à l'évêque ce qui se passe du
13 début, mais la recommandation va venir après notre réunion
14 du comité.

15 **Me RUEL:** Donc, on parle d'enquête
16 préliminaire à ce stade; c'est exact?

17 **DR. LEGAULT:** Oui.

18 **Me RUEL:** De votre part?

19 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est ça.

20 **Me RUEL:** Et quel type de recommandation
21 faites-vous à l'évêque suite à cette enquête préliminaire-
22 là? Je parle de façon générale là.

23 **DR. LEGAULT:** De façon générale, la
24 recommandation serait si, par exemple, la personne qui --
25 est une personne qui travaille, par exemple, dans une

1 paroisse, à ce moment-là, on recommanderait de retirer la
2 personne de cette position.

3 La même chose avec si c'est un prêtre et
4 puis il y a chance qu'il y aurait des abus qui
5 continueraient, à ce moment-là, on suggérerait tout
6 probablement à l'évêque de retirer cette personne de ses
7 fonctions en attendant que toute l'enquête soit finie.

8 **Me RUEL:** Est-ce que vous jugez que vous
9 avez une indépendance suffisante vis-à-vis ou face à
10 l'évêque pour faire les recommandations appropriées même si
11 elles peuvent être difficiles à entendre par l'évêque, par
12 exemple?

13 **DR. LEGAULT:** Absolument, oui.

14 **Me RUEL:** Encore une fois, pour les lignes
15 directrices, à la page suivante, il est traité de l'enquête
16 de façon plus spécifique et sous étape -- la rubrique
17 "Étapes de l'enquête", il est mentionné que:

18 "S'il y a inculpation, l'évêque placera
19 immédiatement l'accusé en congé."

20 C'est exact?

21 **DR. LEGAULT:** Moi, je dirais que la personne
22 va être mise en congé même avant l'inculpation. Si je
23 comprends bien par inculpation, ce serait auprès de la
24 cour. Moi, je crois que la personne va être mise en congé
25 avant -- avant cette phase-là.

1 **Me RUEL:** À quel moment la question du
2 comité de soins aux victimes entre en jeu dans le
3 processus?

4 **DR. LEGAULT:** Ce serait dès le début, mais
5 lorsque -- si la police et l'aide à l'enfance sont présents
6 dans l'investigation, à ce moment-là nous ne pouvons faire
7 quoi que ce soit avec les victimes sans avoir leur
8 permission.

9 **Me RUEL:** Donc, quand vous faites une
10 recommandation à l'évêque au début du processus après votre
11 enquête sommaire, est-ce que ça peut inclure justement une
12 question de transfert du dossier au comité d'aide aux
13 victimes ou une recommandation au sujet de l'aide qui
14 devrait être fournie à la personne qui fait la plainte?

15 **DR. LEGAULT:** Certainement, oui.

16 **Me RUEL:** Au point 4, il est indiqué :
17 "Si la question est poursuivie par la
18 Société d'aide à l'enfance et/ou la
19 police est déléguée, on n'entreprendra
20 pas d'enquête mais restera vigilant et
21 gardera le contact avec les autorités
22 civiles d'une manière appropriée."

23 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

24 **Me RUEL:** Donc, s'il y a une enquête
25 policière, une enquête de la Société d'aide à l'enfance, ou

1 une poursuite criminelle, à ce moment-là vous ne faites pas
2 enquête. Vous n'agissez pas?

3 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

4 **Me RUEL:** Et quelle est la raison pour ça?

5 **DR. LEGAULT:** Parce qu'une enquête de notre
6 part pourrait mettre une entrave à l'enquête de la police
7 ou de l'aide à l'enfance. Donc, à ce moment-là, nous -- et
8 puis je crois qu'ils sont en bien meilleure position que
9 nous avec beaucoup plus d'effectifs pour pouvoir faire
10 cette enquête que nous le sommes.

11 **Me RUEL:** Mais si vous savez qu'il y a une
12 enquête policière, il serait pas approprié de quand même
13 enquêter et faire des recommandations appropriées à
14 l'évêque pour déterminer si la personne devrait être mise -
15 - le prêtre devrait être mis en congé, par exemple, ou
16 retirer de ses fonctions?

17 **DR. LEGAULT:** Oui, ça -- oui. Ça aurait été
18 fait dès le début.

19 **Me RUEL:** Ça pourrait être fait dès le début
20 ---

21 **DR. LEGAULT:** Oui.

22 **Me RUEL:** --- même s'il y a une enquête
23 policière?

24 **DR. LEGAULT:** Oui. Et surtout s'il y a une
25 enquête policière, à ce moment-là on ferait une

1 recommandation.

2 **Me RUEL:** Donc, les dispositions suivantes
3 de la directive prévoient que si l'enquête ne donne aucun
4 résultat, en fait, il n'y a pas d'accusation qui est
5 portée, à ce moment-là vous pouvez poursuivre votre propre
6 enquête de façon plus détaillée; c'est exact?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** La même chose si la police ne fait
9 pas enquête, à ce moment-là vous -- à ce moment-là votre
10 juridiction reprend et vous pouvez faire enquête ---

11 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

12 **Me RUEL:** --- selon les directives.

13 J'avais des questions plus précises au sujet
14 d'une -- du cas où une -- le processus judiciaire - - c'est
15 au point 8 -- détermine qu'aucune offense a été commise.
16 Donc, ça c'est le cas -- vous me corrigerez si je comprends
17 mal -- où une personne a été soit acquittée ou il y a eu un
18 arrêt des procédures. En fait, ça serait un cas où la
19 personne aurait été acquittée. Est-ce que c'est exact?

20 **DR. LEGAULT:** Ça serait un cas où la
21 personne aurait été acquittée.

22 **Me RUEL:** Donc, s'il y a un arrêt de
23 procédures pour des raisons techniques de délais, à ce
24 moment-là est-ce que vous maintenez une juridiction?

25 **DR. LEGAULT:** Oui, nous le maintenons.

1 **Me RUEL:** Parce que ce qui est indiqué ici
2 dans la directive c'est:

3 « S'il y a un processus judiciaire où
4 le comité aviseur détermine qu'aucune
5 offence a été commise, le comité
6 aviseur fermera le dossier. »

7 Donc, ça semble dire qu'une personne
8 acquittée sur la base du doute raisonnable, par exemple, un
9 prêtre qui est acquitté, à ce moment-là le comité cesse de
10 traiter le dossier. La personne est considérée comme étant
11 innocente. Et à ce moment-là il n'y a plus d'action de la
12 part du comité ou du délégué. Est-ce que c'est ma
13 compréhension? Est-ce que ma compréhension est exacte?

14 **DR. LEGAULT:** Je croirais que si un doute
15 existe encore, le comité continuerait à revoir la
16 situation.

17 **Me RUEL:** Mais c'est pas ce que la -- les
18 lignes directrices indiquent.

19 **DR. LEGAULT:** Oui.

20 **Me RUEL:** Je voulais juste voir si votre
21 pratique ou votre compréhension est différente de ce que
22 les lignes directrices semblent indiquer, à moins que ma
23 compréhension soit erronée?

24 **DR. LEGAULT:** Comme j'ai dit, ce sont des
25 lignes directrices mais des fois on peut déroger des

1 lignes. Si, par exemple, la personne n'a pas été trouvée
2 non coupable, à ce moment-là il peut y avoir certainement
3 une différente approche du comité que si la personne a été
4 trouvée non coupable par la cour.

5 **LE COMMISSAIRE:** Oui, mais le point, je
6 suppose, c'est que disons qu'il y aura des occasions peut-
7 être où la personne est déclarée non coupable par une cour
8 au-delà -- parce que le procureur n'a pas prouvé le cas au-
9 delà d'un doute raisonnable; mais du côté d'un employeur,
10 le standard serait sur la balance de probabilité. Donc, le
11 fardeau de preuve est moins élevé au civil qu'au pénal.

12 Est-ce que le comité s'est adressé à cette
13 question-là?

14 **DR. LEGAULT:** Le comité, oui, on en a parlé.
15 Et puis c'est certain que s'il y a le moindrement de doute,
16 que même si la personne a été trouvée non coupable, il y a
17 une probabilité que la personne était coupable, à ce
18 moment-là le comité ferait des recommandations à l'évêque.

19 **Me RUEL:** Est-ce que vous faites des
20 recommandations à l'évêque sur des modifications à faire
21 aux lignes directrices?

22 **DR. LEGAULT:** Oui, nous le faisons.

23 **Me RUEL:** Est-ce que -- je vous pose la
24 question. Est-ce qu'il ne serait pas utile de clarifier le
25 point que vous venez de mentionner dans les lignes

1 directrices, à savoir que même si une personne est
2 acquittée, par exemple, sur la base d'un doute raisonnable,
3 le comité maintiendrait une juridiction?

4 **DR. LEGAULT:** Je pense que si vous regardez
5 le numéro 5, « Étapes de l'enquête, » on dit:

6 « Si à la conclusion d'une enquête,
7 aucune inculpation n'a lieu alors que
8 le comité aviseur estime que
9 l'innocence de l'accusé demeure
10 douteuse, le comité aviseur pourra
11 demander au délégué de faire enquête
12 sur les allégations sous la direction
13 du comité aviseur. »

14 Ça fait que je pense que ça couvre la
15 situation assez bien. C'est que s'il y a un doute qui
16 demeure, à ce moment-là -- donc, c'est numéro 5.

17 **LE COMMISSAIRE:** Oui, mais numéro 5 semble
18 indiquer que c'est à la conclusion d'une enquête policière.

19 **DR. LEGAULT:** Oui.

20 **LE COMMISSAIRE:** Puis numéro 8, il
21 semblerait qu'il y a un processus judiciaire.

22 **DR. LEGAULT:** Oui.

23 **LE COMMISSAIRE:** C'est une enquête de la
24 police, oui, puis l'autre c'est un processus judiciaire.

25 **DR. LEGAULT:** Oui.

1 **LE COMMISSAIRE:** Il y a une différence.

2 **DR. LEGAULT:** Donc, je pense ---

3 **MR. RUEL:** I don't know if there's an
4 objection?

5 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Okay. I'll frame it as
6 an objection then.

7 I think, sir, if this debate is going to
8 happen with the witness, with you and counsel
9 interchanging, if you would go on to the end of the
10 guidelines before we get to these questions ---

11 **THE COMMISSIONER:** All right.

12 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** --- it may be more
13 useful and complete.

14 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

15 Continuez, Maître Ruel.

16 **Me RUEL:** J'essaie de comprendre dans les
17 lignes directrices où je peux interpréter de façon claire
18 que ce que vous avez mentionné à l'effet que les -- suite à
19 un acquittement, s'il persiste un doute, que vous maintenez
20 une juridiction pour réviser ou pour vous saisir d'une
21 plainte.

22 Et je ne vois pas ça de façon claire, mais
23 vous avez mentionné le paragraphe 5. Votre avocat semblait
24 pointer vers d'autres dispositions. Je ne sais pas si vous
25 pouvez nous éclairer sur ce point-là?

1 **DR. LEGAULT:** Il peut y avoir le paragraphe
2 9 aussi, où:

3 « Si le comité aviseur ne peut tirer de
4 conclusions ... »

5 Puis ça c'est dans n'importe quelle
6 situation.

7 « ... à ce moment-là, le comité en
8 avisera l'évêque. »

9 Si on ne peut pas arriver à la même
10 conclusion, par exemple, que le processus judiciaire, à ce
11 moment-là on en avise l'évêque. Mais on peut certainement
12 re-écrire cette partie des lignes directrices pour être
13 plus clair, si vous le désirez.

14 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez juridiction
15 lorsqu'une poursuite -- lorsqu'une allégation est faite par
16 une personne contre un religieux ou autre personne qui est
17 couverte par les lignes directrices lorsque l'allégation
18 est faite dans le cadre d'une poursuite civile contre le
19 diocèse ou contre l'individu concerné?

20 **DR. LEGAULT:** Nous avons seulement
21 juridiction lorsque la personne amène sa plainte à notre
22 comité. Donc, s'il y a une plainte au civil et puis que la
23 personne n'a pas amené sa plainte au comité, à ce moment-là
24 nous n'avons pas juridiction.

25 **Me RUEL:** Donc, par exemple, pour la

1 question des soins aux victimes, vous ne seriez pas saisis
2 de la question -- de l'allégation lorsque c'est fait --
3 lorsque l'allégation est faite dans le cadre de procédures
4 civiles?

5 **DR. LEGAULT:** Non.

6 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez juridiction
7 lorsqu'une plainte est faite contre une personne qui -- un
8 prêtre ou un membre du diocèse qui est décédé?

9 **DR. LEGAULT:** Si la personne vient à notre
10 comité, nous aurons -- nous aurions tout probablement
11 juridiction, oui.

12 **Me RUEL:** Maintenant j'aimerais traiter des
13 rencontres que vous avez eues, donc les rencontres de votre
14 comité aviseur.

15 **LE COMMISSAIRE:** Juste un instant.

16 Mr. Sherriff-Scott, you intervened and you
17 talked about Mr. Ruel and I questioning the witness, and
18 then you said go back to the end of the guidelines. Well,
19 we're there and I haven't seen anything different that
20 would change my -- so I'm sure in your learned way, you'll
21 educate us on that?

22 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I beg your pardon, sir?

23 **THE COMMISSIONER:** I said in your learned
24 way, you will educate us on what I'm missing here?

25 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I was concerned about

1 paragraph 10, sir.

2 **THE COMMISSIONER:** Ten (10)?

3 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** My concern was that if
4 the witness was walked through the whole thing, he would
5 just have a better idea of answering the questions. I
6 wasn't trying to hint to the witness anything.

7 **THE COMMISSIONER:** Oh, I wasn't thinking you
8 were hinting anything. I thought there was something that
9 I was missing here, but I guess I'm not.

10 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, I'll get to it in
11 re-examination perhaps.

12 **THE COMMISSIONER:** That's a good place, yes.

13 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Thank you, sir.

14 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

15 Maître Ruel?

16 **Me RUEL:** Le document dont j'aimerais
17 traiter est un nouveau document qui n'est pas déposé en
18 preuve. C'est le Document 78 -- pardon, 738436.

19 Et je vous avise dès maintenant, monsieur le
20 Commissaire, je peux commencer là, parce que si vous me
21 permettez, ce document-là fait état de quatre des minutes
22 ou de quatre rencontres du comité aviseur présidé par le
23 Docteur Legault.

24 Je peux couvrir les deux premières
25 rencontres, mais à partir de la troisième, il y a des noms

1 de plaignants qui sont mentionnés et il y aura des
2 questions de confidentialité.

3 Donc, si vous me permettez, je vais
4 commencer. Quand on arrivera là, je ferai les
5 représentations nécessaires.

6 **LE COMMISSAIRE:** C'est ça. Merci beaucoup.
7 Merci. Donc la Pièce 2031, c'est un
8 document qui s'intitule "Diocesan Committee on Managing
9 Allegations of Sexual Abuse of Children and of Sexual
10 Assault of Adults by Clergy, Religious, Lay Employees and
11 Volunteers".

12 **--- EXHIBIT NO./PIÈCE NO. P-2031:**

13 (738436) Document entitled "Diocesan
14 Committee on Managing Allegations of Sexual
15 Abuse of Children and of Sexual Assault of
16 Adults by Clergy, Religious, Lay Employees
17 and Volunteers

18 **Me RUEL:** Docteur Legault, est-ce que vous
19 reconnaissez ce document-là? C'est un document qui a
20 plusieurs pages. Je ne sais pas si vous le reconnaissez?

21 **DR. LEGAULT:** Oui, je le reconnais.

22 **Me RUEL:** De quoi il s'agit?

23 **DR. LEGAULT:** Premièrement, c'est nos lignes
24 directrices, suivies par nos -- les minutes de nos
25 réunions. Et ça inclut aussi des minutes qu'on avait

1 prises à huis clos pour garder la confidentialité des
2 plaignants et des gens qui avaient été accusés.

3 **Me RUEL:** Donc, est-ce que c'est un document
4 qui provient -- qui a été transmis à la Commission mais qui
5 provient de vous et de votre comité?

6 **DR. LEGAULT:** C'est correct. C'est exact,
7 oui.

8 **Me RUEL:** J'ai des pages en particulier que
9 je voulais couvrir, mais si on -- donc, le premier -- à la
10 première page c'est la politique ou les directives de 2003;
11 c'est exact?

12 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

13 **Me RUEL:** Donc, on a déjà traité de ça. Et
14 quelques pages plus loin, et si vous pouvez -- on peut
15 utiliser les pages dans le coin supérieur gauche de la --
16 du document qui sont -- et je vais mentionner seulement les
17 trois derniers chiffres, la page 278, ce qu'on appelle ici
18 les pages Bates.

19 Donc, ça commence et ça s'intitule "Summary
20 of Proceedings". Pouvez-vous expliquer de quoi il s'agit?

21 **DR. LEGAULT:** C'est un sommaire de ce qui
22 s'est passé dans notre comité que j'ai préparé lorsque nous
23 avons eu -- lorsque nous avons été revus par une équipe
24 pour revoir ce que notre comité faisait. Nous avons eu des
25 gens qui sont venus de Catholic Mutual pour faire -- le

1 terme français m'échappe -- de faire un "audit", faire une
2 revue de la fonction du comité.

3 Donc, à ce moment-là j'ai écrit -- j'ai
4 écrit ce résumé pour présenter au comité.

5 **Me RUEL:** Donc, ce résumé-là fait -- ce
6 résumé fait état de quatre rencontres, c'est exact?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** Jusqu'au 24 septembre 2004?

9 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

10 **Me RUEL:** Je comprends qu'il y a eu d'autres
11 rencontres du comité après 2004?

12 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

13 **Me RUEL:** Pouvez-vous nous dire combien de
14 rencontres?

15 **DR. LEGAULT:** Après 2004, nous en avons eu
16 une en 2005, et depuis ce temps, nous avons eu six
17 rencontres du comité.

18 **Me RUEL:** Donc, depuis ce temps, c'est-à-
19 dire sept rencontres en plus de ça ou six rencontres?

20 **DR. LEGAULT:** Sept rencontres en plus de ça.

21 **Me RUEL:** Donc, le sommaire, ce qui est
22 intitulé "Summary of Proceedings" est un résumé de ce qui
23 se trouve plus loin dans le document; c'est exact?

24 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

25 **Me RUEL:** Donc, j'aimerais maintenant

1 discuter de la page -- en reprenant encore la page Bates,
2 les trois derniers chiffres -- 286.

3 Et d'après ce que je comprends, il s'agit
4 des minutes du -- de la rencontre inaugurale du comité
5 aviseur; c'est exact?

6 **DR. LEGAULT:** C'est exact. Du comité
7 aviseur et du comité des victimes.

8 **Me RUEL:** D'accord.

9 Pouvez-vous nous expliquer brièvement les --
10 qu'est-ce qui a été couvert lors de cette rencontre-là?

11 **DR. LEGAULT:** C'était notre première
12 réunion. Les gens ont appris à se connaître. On a eu une
13 présentation par le Père Everett MacNeil avec -- pour nous
14 parler un peu du rôle du comité puis nous présenter deux
15 cas pour étude, des cas hypothétiques.

16 Nous avons aussi eu une présentation par
17 l'Aide à l'enfance par Richard Abell. Et nous avons eu une
18 présentation par un officier de police dont j'oublie le
19 nom, et puis je n'ai pas pu trouver son nom.

20 Nous avons aussi revu le rôle du Men's
21 Group.

22 **Me RUEL:** Men's Group, on parle du Men's
23 Project?

24 **DR. LEGAULT:** Men's Project, oui. Et puis
25 ça a été notre première réunion.

1 **Me RUEL:** Donc, vous avez mentionné le Père
2 Everett MacNeil, c'est ça?

3 **DR. LEGAULT:** C'est ça, oui.

4 **Me RUEL:** C'est un expert sur des questions
5 de droit canonique; est-ce que c'est exact?

6 **DR. LEGAULT:** Droit canonique, un expert sur
7 les questions d'éthique, reconnu mondialement.

8 **Me RUEL:** Et au point 3, il est indiqué
9 "Decisions Resulting from Discussions, Committee as a
10 Whole" et à la page 287, point (b), donc il y a une
11 mention:

12 "The interpretation to be given to the
13 verb 'investigate' in Articles 3.2 and
14 3.3 and the guidelines will rather be
15 'inquire'."

16 Pouvez-vous expliquer de quoi -- quel était
17 -- donc, je comprends que c'est une décision qui a été
18 prise lors du comité ---

19 **DR. LEGAULT:** Oui.

20 **Me RUEL:** --- de changer ou de recommander
21 que ces changements-là soient faits. C'est exact?

22 **DR. LEGAULT:** C'est exact. Et puis au
23 dernier changement, ça a été oublié. Donc, le prochain
24 changement va comprendre ce changement-là. Parce qu'on
25 croit qu'on est plutôt -- on n'a pas les outils pour

1 pouvoir faire une investigation comme la police ou l'Aide à
2 l'enfance mais qu'on va continuer à faire des recherches
3 mais non investiguer. Je pense que c'est un terme un petit
4 peu fort.

5 **Me RUEL:** Au point (c), il y a mention de
6 "out of jurisdiction cases". Pouvez-vous expliquer quelle
7 était la teneur de la décision prise et quel était le
8 problème, s'il y en avait un, au sujet des cas ---

9 **DR. LEGAULT:** Si c'est un cas qui ---

10 **Me RUEL:** --- à l'extérieur de la
11 juridiction?

12 **DR. LEGAULT:** Oui. Si c'était un cas qui
13 était d'un autre diocèse ou d'une autre province.

14 **Me RUEL:** Quel était le problème?

15 **DR. LEGAULT:** Le problème à ce moment-là
16 c'est qu'on devait communiquer ce qu'on savait avec le
17 comité de ce diocèse ou de cette -- pour les avertir qu'il
18 y avait eu une plainte.

19 **Me RUEL:** Mais juste pour la question des
20 cas qui ne seraient pas dans la juridiction. Si par
21 exemple une plainte est faite contre un prêtre qui a déjà
22 été dans la juridiction, est-ce que c'est considéré comme
23 un "out of jurisdiction case"?

24 C'est-à-dire le prêtre -- je vais préciser -
25 - le prêtre a déjà été dans la juridiction ici à Cornwall

1 mais est parti maintenant, est dans un autre diocèse ou est
2 retraits à l'extérieur du diocèse. Une plainte est faite
3 contre ce prêtre-là, est-ce que vous avez juridiction pour
4 enquêter, pour revoir ce cas-là?

5 **DR. LEGAULT:** Je ne suis pas certain. Je ne
6 peux pas répondre à votre question. Il faudrait que je
7 m'informe. C'est plutôt une question de droit canonique,
8 je crois, mais ---

9 **Me RUEL:** Au point (d), il y avait une
10 discussion sur "Inquiry Process". Donc, pouvez-vous
11 expliquer de quoi il s'agissait?

12 **DR. LEGAULT:** Nous nous sommes demandés
13 comment on ferait pour rencontrer l'accusé; où on le
14 rencontrerait; combien de personnes le rencontreraient;
15 qu'est-ce qu'on lui demanderait; ou est-ce qu'on aurait des
16 formes à remplir. C'est donc -- c'est tout simplement un
17 peu de cuisine, disons, par exemple, quelles seraient les
18 étapes à prendre pour rencontrer l'accusé.

19 **Me RUEL:** Et le point (e) traite des
20 plaintes anonymes et si l'accusé, la personne qui est visée
21 par la plainte, devrait être avisée ou non.

22 Pouvez-vous nous expliquer quelle était la
23 teneur de la discussion sur ce point-là?

24 **DR. LEGAULT:** Il y avait certainement la
25 question que s'il y a une plainte anonyme, à ce moment-là

1 c'est très difficile de pouvoir poursuivre la plainte.
2 Est-ce qu'on devait aviser la personne contre qui était
3 logée la plainte? Et puis notre décision à ce moment-là
4 était que tout probablement oui, on devrait aviser cette
5 personne.

6 **Me RUEL:** O.k. Donc, il y a eu -- à la page
7 suivante, je pense que c'est la question des deux cas
8 hypothétiques qui ont été discutés.

9 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

10 **Me RUEL:** Et au bas de la page et à la page
11 suivante, donc page -- bas de la page 288 et début de la
12 page 289, il y a des questions et réponses qui ont été
13 discutées sur certains sujets; c'est exact?

14 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

15 **Me RUEL:** Donc, par exemple, point (c):

16 "Question: Who do we contact in case
17 of criminal activity?

18 Answer: Both the CAS and the police
19 should be contacted, although the legal
20 obligation regarding children is to
21 contact the CAS. The process calls for
22 the CAS and the police to work in close
23 liaison."

24 C'est correct?

25 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

1 **Me RUEL:** Juste un point de clarification.
2 Vous avez mentionné un petit peu plus tôt que la police
3 n'était pas contactée de façon systématique. Ça semble
4 indiquer une procédure différente. Je ne sais pas si vous
5 pouvez réconcilier.

6 **DR. LEGAULT:** Ce n'est pas une procédure.
7 C'est tout simplement le désir des membres que la police
8 devrait être contactée, mais on doit aussi respecter le
9 désir de la personne qui porte les accusations, mais notre
10 comité ferait tout en son possible pour convaincre la
11 personne que la police soit contactée.

12 **Me RUEL:** Et "On various Topics," c'est au
13 bas de la page, point b), juste une question sur ce qui est
14 mentionné. C'est indiqué en anglais. Je vais lire:

15 "An anonymous call should be given
16 greater attention whenever a number of
17 other anonymous calls are received
18 regarding the same person."

19 Vous voyez ça?

20 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

21 **Me RUEL:** Je n'sais pas si c'est une
22 interprétation honnête, mais ça semble peut-être suggérer
23 qu'une plainte anonyme serait traitée de façon moins
24 importante ou moins sérieuse si elle était seule qu'une
25 plainte -- ou qu'une série de plaintes anonymes. Est-ce

1 que c'est exact?

2 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

3 **Me RUEL:** La rencontre du -- la rencontre
4 suivante, qui est à la page 292, il s'agit des minutes
5 d'une rencontre du comité aviseur du 12 décembre 2003; est-
6 ce que c'est exact?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** Donc, ça c'est -- le comité de
9 support aux victimes n'était pas partie de cette
10 discussion?

11 **DR. LEGAULT:** Oui, le comité était présent à
12 ce moment-là.

13 **Me RUEL:** Ah, j'suis désolé. Oui, c'est
14 vrai.

15 **DR. LEGAULT:** Oui.

16 **Me RUEL:** Et rapidement là, je comprends que
17 le sujet ou un des sujets principaux était une question de
18 la responsabilité, la couverture pour la responsabilité
19 civile éventuelle des membres de votre comité?

20 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

21 **Me RUEL:** Donc, l'évêque vous a informé que
22 vous seriez -- il restait des questions à couvrir ou à
23 vérifier avec l'assureur, mais qu'il vous garantissait une
24 indemnisation là ou une couverture si vous étiez -- faisiez
25 l'objet de procédures civiles; c'est exact?

1 DR. LEGAULT: Oui, c'est exact.

2 Me RUEL: Et lors de cette rencontre-là,
3 est-ce que je dois comprendre que deux plaintes ont été
4 discutées?

5 DR. LEGAULT: C'est exact.

6 Me RUEL: Donc, monsieur le Commissaire,
7 ici, je n'ai pas l'intention de nommer les plaignants qui
8 sont -- dont les noms sont mentionnés aux pages 298 et 300.

9 Je comprends ça pourrait être confirmé par
10 le témoin, mais j'ai compris que c'est des gens qui n'ont
11 pas fait de plaintes aux autorités publiques. Est-ce que
12 c'est exact?

13 DR. LEGAULT: C'est exact.

14 Me RUEL: Et le nom de ces personnes-là
15 n'aurait pas été porté soit à l'attention de la police, des
16 Services de l'aide à l'enfance ou du public de façon
17 générale. Ce sont des plaintes qui -- est-ce que je dois
18 comprendre que c'est des plaintes qui devaient, selon vous,
19 être traitées à l'interne au niveau du comité aviseur?

20 DR. LEGAULT: Oui, c'est exact.

21 Me RUEL: Donc, pour ces raisons-là, je
22 pense qu'il devrait y avoir, monsieur le Commissaire, une
23 ordonnance. Je n'sais pas si vous souhaitez qu'on aille à
24 huis-clos pour discuter. Je pense pas qu'on doive assigner
25 un ---

1 **LE COMMISSAIRE:** Un "moniker"?

2 **Me RUEL:** Je pense pas qu'un "moniker" -- je
3 cherchais l'expression en français -- doit être assigné.
4 Par contre, je demanderais que le nom de ces deux
5 personnes-là, du plaignant, des deux plaignants ne soit pas
6 -- qu'il y ait une ordonnance.

7 **LE COMMISSAIRE:** J'ai le nom d'une personne
8 là à ---

9 **Me RUEL:** À la page ---

10 **DR. LEGAULT:** --- deux neuf huit (298)?

11 **Me RUEL:** --- deux neuf huit (298).

12 **LE COMMISSAIRE:** Oui.

13 **Me RUEL:** Et à la page 300, vous avez encore
14 le nom de cette personne-là et vous avez aussi le nom de
15 l'autre plaignant avec un numéro de téléphone.

16 **LE COMMISSAIRE:** Bon, est-ce qu'il y a des
17 commentaires des parties à cet égard?

18 Est-ce qu'il y a quelqu'un qui veut
19 commenter? Monsieur Sherriff-Scott?

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, I'm not sure how
21 we would debate this, Commissioner. It is true you could
22 give these individuals monikers, but I think that when the
23 debate ensues with the witness on the subjects, there's a
24 lot of information that is going to be identifying.

25 **LE COMMISSAIRE:** M'hm.

1 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Circumstances; these
2 people are local and so forth. So I'm in your hands. But
3 I think that it may be something that warrants an in camera
4 session. I'm not sure you can separate the names from the
5 context and so forth.

6 **THE COMMISSIONER:** Okay. So that's -- okay.
7 Anyone else have any concerns about the
8 complainants' names?

9 As we know, unless there is evidence to
10 displace the openness and transparency that it should be
11 kept in the open.

12 **Me RUEL:** Monsieur le Commissaire, je veux
13 vous mentionner qu'il y a un troisième nom de plaignant qui
14 est mentionné plus tard.

15 **LE COMMISSAIRE:** J'aimerais avoir tous les
16 trois, oui.

17 **Me RUEL:** Et ce nom-là apparaît à partir des
18 pages 308.

19 **LE COMMISSAIRE:** O.k. Non? -- Oui.

20 **Me RUEL:** Oui, il s'agit d'une plainte qui a
21 été faite. Le plaignant, en fait, c'est pas le plaignant
22 mais c'est une ---

23 **LE COMMISSAIRE:** C'est une tierce personne.

24 **Me RUEL:** --- une tierce personne qui
25 faisait une plainte pour ou au nom de quelqu'un d'autre.

1 **LE COMMISSAIRE:** Oui.

2 **Me RUEL:** Mais il y a des indications;
3 premièrement, je pense pas que cette personne n'a jamais
4 accepté que son nom soit publié. Et il y a des
5 informations relativement personnelles aussi concernant
6 l'état de cette personne-là.

7 Et l'autre point -- donc, ce nom-là apparaît
8 aux pages 308, 309 et 310.

9 Et l'autre point que j'ai discuté avec mon
10 collègue, monsieur Sherriff-Scott, c'est que l'accusé, si
11 je peux le nommer ainsi, a été -- le nom de l'accusé a été
12 retiré. On voit un carré noir ---

13 **LE COMMISSAIRE:** Oui, oui, oui.

14 **Me RUEL:** --- à la page 308. Et peut-être
15 que vous auriez aimé que pour les fins du dossier, il soit
16 identifié. Bien que je pense que mon collègue vous
17 demanderait une protection pour -- une ordonnance de non-
18 publication ou autre mesure de protection sur le nom de
19 cette personne-là, demande à laquelle nous ne formulerions
20 pas d'objection.

21 Donc, je ne sais pas si ce serait peut-être
22 approprié que nous mettions ces noms-là ou, en fait, que
23 ces personnes-là soient nommées ---

24 **LE COMMISSAIRE:** Oui.

25 **Me RUEL:** --- dans l'ordre d'une ordonnance

1 à huis-clos et qu'on puisse avoir des ordonnances
2 appropriées pour que les médias puissent être -- bien
3 comprendre là de quoi il s'agit.

4 **THE COMMISSIONER:** So as I understand the
5 situation, we have in these reports from the committee,
6 names of people that were complainants, one of which was a
7 third party who reported to the committee or to the Bishop
8 at least, that she had received -- that he or she had
9 received the information that a friend of hers had been the
10 victim of an assault by a priest.

11 So we have that question. I think I
12 gathered from Mr. Sherriff-Scott that he's saying, well,
13 the questioning on these issues should be in camera
14 because, in discussing these cases, the circumstances would
15 also make it difficult to keep the identity non-publicized.

16 And thirdly, Monsieur Ruel wants to know --
17 wants to debate the issue as to whether or not we should
18 know the name of the alleged perpetrator in one of the
19 reports.

20 So that's three issues.

21 And -- Mr. Lee, did you have any comments?

22 ---**SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS PAR MR. LEE:**

23 **MR. LEE:** Good morning, Mr. Commissioner.

24 **THE COMMISSIONER:** Good morning, sir.

25 **MR. LEE:** In relating to the identities of

1 the complainants, if you look as an example at page 308,
2 Mr. Commissioner.

3 **THE COMMISSIONER:** I'm there.

4 **MR. LEE:** I don't, based on pages 308
5 through 310, know who the complainant is, based on these
6 pages.

7 Near the bottom of page 310, however, there
8 appears to be some suggestion that this witness has a
9 conversation with Mr. Abell in which Mr. Abell expresses
10 that he has some appreciation of these allegations before.

11 I'm interpreting what I read here but it
12 seems to me that the witness knows who the complainant in
13 this case is and that Mr. Abell may have known who the
14 complainant in this case is. It's just not set out on
15 these pages.

16 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

17 **MR. LEE:** That's one issue I have that I
18 don't know who we're dealing with from the complainant's
19 point of view. I obviously have no objection to any -- any
20 protection measures you may wish to impose in relation to
21 complainants by way of a publication ban or otherwise.

22 In terms of going in camera or the necessity
23 to go in camera to discuss the fact situation and put
24 questions to the witness, I'm not sure based on the
25 documents I have read I understand what the necessity of

1 that would be and why a discussion of this matter would
2 tend to identify that complainant.

3 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

4 **MR. LEE:** Given that I've been here for a
5 couple of years, I read these documents last night and I
6 have no idea who this person is.

7 **THE COMMISSIONER:** Right.

8 **MR. LEE:** So it didn't tend to identify him
9 or her to me at least.

10 As for the redactions on page 308, and I
11 believe there are also some redactions on page 300, I am
12 not entirely clear on who these were redacted by. I
13 suspect it was not the Commission. And regardless of who
14 placed the redactions, it's my position that for the
15 purposes of production to the parties at least, they should
16 not be redacted and I don't know who is beneath this
17 redaction. I think I may know but I am not absolutely
18 certain and I think we should have some confirmation of
19 that.

20 After that time, should Mr. Sherriff-Scott
21 wish to petition you for confidentiality measures in
22 relation to that name, there's obviously a test to be met
23 and I may or may not respond to his submissions if he makes
24 them or does not make them.

25 **THE COMMISSIONER:** Okay.

1 **MR. LEE:** Thank you.

2 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

3 Mr. Horn?

4 ---**SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS PAR MR. HORN:**

5 **MR. HORN:** I would be interested in knowing
6 whether any of the allegations against the alleged
7 perpetrator has ever gotten into the public forum at any
8 time?

9 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

10 **MR. HORN:** Has it ever been -- is it known
11 in the public at all at this time? And if it has, ---

12 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Is he questioning the
13 witness or is he making submissions?

14 **THE COMMISSIONER:** I don't know what he's
15 doing.

16 **MR. HORN:** No, I'm just asking ---

17 **THE COMMISSIONER:** No, no, that's ---

18 **MR. HORN:** I'm just asking if that's
19 happened so that it's all -- you know, it's already out
20 there and ---

21 **THE COMMISSIONER:** Well, that's part of the
22 test, Mr. Horn. I understand that.

23 **MR. HORN:** I'm just interested in knowing if
24 that's happened already.

25 **THE COMMISSIONER:** I don't know. Well,

1 we'll find out.

2 **MR. HORN:** If that -- does anybody know if
3 it's out there?

4 **THE COMMISSIONER:** Well, I think we'll get
5 to that in a minute, Mr. Horn.

6 Mr. Sherriff-Scott, can you help me out on -
7 --

8 ---SUBMISSIONS BY/REPRÉSENTATIONS PAR MR. SHERRIFF-SCOTT:

9 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Well, can I try and
10 short circuit this, Commissioner, from a practicality point
11 of view?

12 If you look at page 300, I think that's the
13 -- that's the one you'll have the most difficulty with. I
14 think the rest could be -- leaving aside the redaction
15 issue, if you're talking strictly about complainants or
16 third parties advancing information, I think those people
17 should be monikered.

18 The individual who is the third party
19 relaying information of an unidentified person, you'll see
20 at the handwritten notes of Doctor Legault, there's
21 personal information this person gives to him about her own
22 family even though she's not the complainant.

23 **THE COMMISSIONER:** M'hm.

24 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** She talks about her
25 family situation and I think that would be unwarranted to

1 become public and that should be the subject of a ban. So
2 her name should be covered by a publication ban at least or
3 some moniker.

4 The only other situation where I think maybe
5 perhaps more of a protection is warranted is at page 300
6 and this will come out of the evidence. There is an
7 employment relationship which may sort of necessarily
8 identify the person even if we don't mention the name. I
9 just have a concern about that. My friend heard about this
10 relationship last night when we interviewed the witness
11 when he was doing his preparation.

12 So I leave that in your hands. The
13 explanation about how the complaint arose and how it was
14 dealt with by Doctor Legault will sort of reveal this.

15 **THE COMMISSIONER:** Yes.

16 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** And even if you moniker
17 him, I'm not sure that would get around it.

18 **THE COMMISSIONER:** Okay.

19 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** So aside from this
20 individual at page 300, I think the monikers and
21 publication ban would be sufficient.

22 **THE COMMISSIONER:** Okay. You have not
23 divulged the name of the person under the blackout.

24 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes, and this
25 individual has never been the subject of a complaint

1 before.

2 **THE COMMISSIONER:** Oh, just a minute.

3 Before we go there, ---

4 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

5 **THE COMMISSIONER:** --- on the issue of
6 disclosure, ---

7 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

8 **THE COMMISSIONER:** --- do you not think that
9 that name should be disclosed to the parties and then the
10 issue becomes whether or not it should be?

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** That's fine.

12 **THE COMMISSIONER:** Okay.

13 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** We can do that.

14 **THE COMMISSIONER:** All right. So what we'll
15 do then is ---

16 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Commission counsel
17 knows the name of both of these people.

18 **THE COMMISSIONER:** Yes. So I'm going to
19 take a break. What we're going to do is you're going to
20 disclose to the parties the name of that person that's been
21 blacked out.

22 I believe that the people who are the
23 complainants or the third party should receive a
24 publication -- a ban on publication and in any event -- and
25 a moniker for the complainants so that we can deal with

1 this logically in open court.

2 I do believe that Mr. Sherriff-Scott has
3 made a good point with respect to the incident reported on
4 page 300 that it would be next to impossible to speak of
5 this matter in public without divulging the name of -- or
6 sufficient characters to -- for some members of the public
7 to ascertain who the complainant was.

8 I am, of course, balancing both interests
9 but -- of the public to know but in this case, the names
10 themselves are not very relevant to this investigation.
11 What is more important is the functioning of the committee
12 and how it has worked.

13 So what I'd like to do is give some
14 monikers. So I'm in your hands whether you want to go in
15 camera and do the one that I have said should be done in
16 camera, or do you want to proceed in the public and then
17 we're going in camera?

18 I suppose it would be easier for us to go in
19 camera first, deal with that person and at the same time we
20 can do the monikers and identify the people for purposes of
21 the record.

22 **MR. RUEL:** Yes, I think that's a good idea.

23 **THE COMMISSIONER:** All right.

24 Docteur Legault, ce que nous allons faire
25 c'est des choses disons administratives. Ça n'a rien à

1 faire avec votre témoignage. C'est tout simplement pour
2 protéger les gens et vous avez ça à cœur sans doute aussi.

3 **DR. LEGAULT:** Certainement parce que je ne
4 croyais jamais que les noms qui sont ici ne seraient jamais
5 publiés. Si ces noms-là sont publiés, je peux aussi bien
6 fermer mon comité parce qu'il y a personne qui vont jamais
7 venir en confidence nous parler.

8 **LE COMMISSAIRE:** Bien, c'est exactement ça
9 qu'on veut protéger.

10 Donc, il nous faudra une pause de 15 minutes
11 pour nous remettre in camera.

12 For those of you who are listening on the
13 webcast or on television, we will be going in camera as
14 I've indicated to deal with questions arising out of one
15 incident which is impossible to deal with, in my view,
16 without disclosing the identity of the person. And when I
17 come back, I'll give a summary and we'll continue on with
18 this examination.

19 All right? Thank you. Let's take 15.

20 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;
21 veuillez vous lever.

22 This hearing will resume at 10:55 in camera.

23 --- Upon recessing in public at 10:42 a.m. /

24 L'audience publique est suspendue à 10h42

25 --- Upon resuming in public at 11:36 a.m./

1 L'audience est reprise en public à 11h36

2 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;
3 veuillez vous lever.

4 This hearing now resumed. Please be seated.
5 Veuillez vous asseoir.

6 **THE COMMISSIONER:** All right.

7 Nous sommes de retour devant le public.
8 Nous avons entendu la preuve en ce qui concerne une
9 personne qui aurait rapporté des allégations au comité. Et
10 maintenant, nous allons retourner en public et compléter
11 ceux qui n'ont pas du tout hésité à avoir leur nom en
12 confiance.

13 Maître Ruel?

14 **DR. RAYMOND LEGAULT: Resumed/Sous le même serment**

15 **---EXAMINATION IN-CHIEF BY/INTERROGATOIRE EN-CHEF PAR Me**
16 **RUEL (CONT'D/SUITE)**

17 **Me RUEL:** Docteur Legault, nous étions --
18 nous avons discuté à huis-clos de la réunion du 12 décembre
19 2003 et je reviens à la même page 296. Donc, nous avons
20 traité à huis-clos du second cas --"Second Case." Et, à la
21 même page, il y a "First Case."

22 Et brièvement, ma compréhension, vous
23 confirmerez, il s'agit d'une personne adulte qui a fait une
24 plainte qui est généralement pas de nature sexuelle contre
25 un prêtre, mais il y avait aussi un élément possiblement

1 sexuel qui était allégué. C'est exact?

2 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

3 **Me RUEL:** Et comment avez-vous traité cette
4 plainte-là?

5 **DR. LEGAULT:** Il y avait eu plusieurs
6 lettres échangées entre elle et l'évêque. Et l'évêque lui
7 avait demandé, à ce moment-là, s'il y avait eu -- s'il y
8 avait une plainte sexuelle? Elle disait non, mais dans une
9 de ses dernières lettres, elle a parlé -- elle s'est servie
10 du mot « fondled, » donc peut-être une question
11 d'attouchement.

12 À ce moment-là, l'évêque l'a informée qu'il
13 devrait le rapporter à notre comité. Elle a dit, non, ce
14 n'est pas ça que je voulais dire. Y a pas eu aucune
15 intention sexuelle. Et elle a refusé que ce soit vraiment
16 une plainte de nature sexuelle.

17 **Me RUEL:** Mais l'allégation était d'une --
18 elle était adulte lorsque ces ---

19 **DR. LEGAULT:** Elle était adulte, oui, elle
20 était ---

21 **Me RUEL:** Donc, il n'y a pas eu de suite à
22 cette plainte-là?

23 **DR. LEGAULT:** Y a pas eu de suite à cette
24 plainte-là, non.

25 **Me RUEL:** O.k. Maintenant, j'aimerais aller

1 à la rencontre suivante qui est du 21 février 2004 et qui
2 est à la page 302 et suivantes.

3 Vous vous souvenez de cette rencontre-là?

4 **DR. LEGAULT:** Oui, certainement.

5 **Me RUEL:** C'est le procès verbal de la
6 rencontre du 21 février du comité aviseur. C'est exact?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** Et pouvez-vous nous expliquer
9 qu'est-ce qui a été discuté lors de cette rencontre-là?

10 **DR. LEGAULT:** Il y avait eu des allégations
11 dans la presse que le diocèse avait remis des sommes
12 d'argent secrètement à certaines personnes tout récemment.
13 Et puis comme le comité doit fonctionner avec l'évêque dans
14 toute clarté, à ce moment-là, nous nous sommes rencontrés.
15 Nous avons discuté de cette allégation-là. Il y avait deux
16 allégations d'argent qui avait été remise et puis nous
17 avons été voir l'évêque.

18 L'évêque n'avait aucune connaissance de --
19 ou de ces sommes d'argent qui avaient été remises.

20 Mais nous savions -- il savait que les
21 Clercs de St-Viateur -- il y avait un cas de cour des
22 Clercs de St-Viateur. Et puis, à ce moment-là, le diocèse
23 ne faisait pas partie de cette cause-là depuis quasiment
24 les débuts.

25 Et puis on croit que c'était à ce moment-là

1 ce montant d'argent-là qui avait été remis à des gens.
2 Mais le diocèse n'avait aucune part à ça. Puis, l'autre --
3 -

4 **Me RUEL:** Excusez-moi, juste avant que vous
5 continuiez.

6 **DR. LEGAULT:** Oui.

7 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez pu établir
8 avec l'évêque que les paiements avaient bien été faits dans
9 la cause impliquant les Clercs de St-Viateur?

10 **DR. LEGAULT:** L'évêque nous avait dit qu'il
11 croyait que c'était -- mais que c'était certainement pas
12 des paiements de -- mais l'évêque plus tard, nous a
13 confirmé que c'était des paiements avec les Clercs.

14 **Me RUEL:** Plus tard ça a été confirmé par
15 l'évêque?

16 **DR. LEGAULT:** Oui.

17 **Me RUEL:** Et il est mentionné ici « The
18 Cornwall Classical College » et les Clercs de St-Viateur.
19 Quel est le lien entre ces deux organisations-là?

20 **DR. LEGAULT:** Le Collège classique de
21 Cornwall était géré par les Clercs de St-Viateur qui est
22 une communauté de prêtres et de frères.

23 **Me RUEL:** Est-ce que cette communauté-là est
24 située à Cornwall?

25 **DR. LEGAULT:** Cette communauté-là a leur

1 bureau-chef à Montréal, mais il y avait des prêtres et des
2 frères qui donnaient de l'éducation ici à Cornwall.

3 **Me RUEL:** Donc, si je comprends bien, vous
4 avez été -- est-ce que c'est exact de dire que vous vous
5 êtes déclaré satisfait que cette question-là ne relevait
6 pas du Diocèse de d'Alexandria-Cornwall?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** Donc, il y a un autre point qui a
9 été discuté lors de cette rencontre-là?

10 **DR. LEGAULT:** Oui. Y'avait eu la rumeur que
11 le Père Gilles Deslauriers avait été vu à la cour,
12 possiblement en menottes et puis possiblement pour -- avait
13 été -- avait remis de l'argent à des gens.

14 Puis à ce moment-là, ce qu'on a premièrement
15 discuté avec Monseigneur c'est que le Père Gilles
16 Deslauriers n'était plus incardiné dans notre Diocèse
17 d'Alexandria-Cornwall mais était incardiné dans le Diocèse
18 de Saint-Jérôme. Donc, même s'il était venu ici à
19 Cornwall, le diocèse n'aurait pas été au courant de ce qui
20 se passait.

21 Et puis deuxièmement, j'ai fait des appels
22 et puis -- de gens que je connaissais à la cour qui m'ont
23 assuré que personne de leur connaissance avait vu le Père
24 Gilles Deslauriers à la cour ici à Cornwall.

25 Donc, à ce moment-là, dans ces deux cas-là,

1 le comité a été satisfait qu'il n'y avait pas eu de
2 paiements secrets faits par le diocèse.

3 **Me RUEL:** Et à la fin du document, il est
4 indiqué:

5 "The group who met with the Bishop,
6 with Bishop Durocher then made the
7 telephone survey of the other members
8 of the committee and we're all
9 satisfied that there had been no
10 attempt to keep this committee
11 uninformed. It was decided that the
12 issues brought forward were not within
13 the mandate of the committee."

14 C'est exact?

15 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

16 **Me RUEL:** Vous aviez une préoccupation que
17 d'avoir -- ne pas avoir été informé par le diocèse de ces
18 questions-là? Est-ce que c'est ce qu'on doit comprendre?

19 **DR. LEGAULT:** Nous avons peur que c'est
20 quelque chose qui se passait. Donc, nous avons vérifié
21 puis nous nous sommes aperçus encore une fois que
22 Monseigneur Durocher promettait qu'il y aurait toujours
23 clarté dans tout ce qu'il faisait.

24 **Me RUEL:** La prochaine rencontre et la
25 dernière rencontre dont je voudrais traiter est celle du 24

1 septembre 2004 et ça commence à la page 305.

2 **DR. LEGAULT:** C'est ça.

3 **Me RUEL:** Donc, est-ce qu'il s'agit bien des
4 minutes de la rencontre de cette date-là, 24 septembre
5 2004, la rencontre du comité aviseur?

6 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

7 **Me RUEL:** Donc, je dois comprendre que lors
8 de cette rencontre-là, il y a eu une plainte qui a été
9 discutée. C'est exact?

10 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

11 **Me RUEL:** Vous avez à la page 307 un -- ce
12 qu'on appelle « case presentation. »

13 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

14 **Me RUEL:** Pouvez-vous expliquer qu'est-ce
15 que c'est ça le « case presentation? »

16 **DR. LEGAULT:** Ce que j'ai fait c'est que
17 c'est le cas que j'ai présenté le 24 septembre 2004 aux
18 membres de mon comité.

19 **Me RUEL:** O.k. À la page -- donc, c'est une
20 résumé ---

21 **DR. LEGAULT:** C'est un résumé, oui.

22 **Me RUEL:** --- des autres éléments ou des
23 éléments que vous avez obtenus lors de vos entrevues et
24 tout ça.

25 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

1 **Me RUEL:** C'est exact. À la page suivante,
2 qui est la page 308, c'est un document qui est daté du 13
3 mai 2004 et ça s'intitule « Report re allegation presented
4 by, » puis là on a assigné un -- ce qu'on appelle un
5 « moniker ». Donc, la personne est identifiée comme C-72.

6 "... prepared for the Diocesan Committee
7 on managing allegation of sexual abuse
8 of children and of sexual assault of
9 adults by clergy, religious, lay
10 employees and volunteers."

11 Ça, donc, c'est le rapport, votre rapport
12 sur les actions que vous avez prises au sujet de cette
13 plainte-là?

14 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

15 **Me RUEL:** Pouvez-vous nous expliquer les --
16 les éléments sont documentés ici dans les trois pages qui
17 suivent mais nous expliquer les étapes qui ont été suivies
18 lors de -- en ce qui concerne cette plainte-là?

19 **DR. LEGAULT:** Premièrement, la plainte a été
20 reçue par notre évêque qui lui a indiqué à cette personne-
21 là que quelqu'un du comité -- qu'elle devait parler à
22 quelqu'un du comité. À ce moment-là, il y a eu un appel de
23 fait. Et puis ---

24 **Me RUEL:** Un appel de fait par qui?

25 **DR. LEGAULT:** Par cette ---

1 **Me RUEL:** Cette personne?

2 **DR. LEGAULT:** Cette personne-là m'a appelé.

3 Et je n'étais pas là mais je l'ai rappelée puis à ce

4 moment-là elle m'a parlé au téléphone d'une plainte.

5 C'était une plainte d'une tierce personne et puis c'était

6 une plainte anonyme. La personne qui avait fait la plainte

7 à cette personne-là ne voulait pas révéler son nom.

8 **Me RUEL:** Bon. Est-ce que la personne qui

9 est identifiée comme C-72 qui a rapporté la plainte vous a

10 fait état des détails de ce qui lui avait été rapporté à

11 elle?

12 **DR. LEGAULT:** Oui. Elle m'a dit qu'à

13 l'occasion d'un party, il y avait une personne qui a révélé

14 qu'un prêtre avait touché ses organes génitaux à l'âge de

15 13 ans lorsqu'il était enfant de cœur. Elle m'a indiqué

16 aussi qu'elle savait que cette personne-là avait beaucoup

17 de problèmes, qu'il avait été très affecté par cet abus,

18 elle croyait, et puis elle savait que cette personne-là

19 buvait beaucoup.

20 **Me RUEL:** Est-ce qu'elle vous a mentionné

21 que le prêtre en question était toujours actif dans le

22 diocèse?

23 **DR. LEGAULT:** Oui. Oui, elle m'a nommé le

24 prêtre et puis j'ai pu confirmer que cette personne-là

25 était toujours un prêtre actif dans le diocèse.

1 **Me RUEL:** Donc, elle vous a indiqué ces
2 éléments-là et donc, comment avez-vous réagi? Qu'est-ce
3 que vous avez fait à la suite de ces -- après avoir obtenu
4 ces informations-là?

5 **DR. LEGAULT:** J'ai -- j'ai essayé de la
6 convaincre de pouvoir convaincre son ami de venir nous
7 parler au comité. C'était difficile parce qu'on savait
8 qu'il avait 13 ans mais on avait aucune idée de quel âge il
9 avait maintenant. Donc, on n'avait pas plus de détails sur
10 l'abus, où ça s'était passé, puis combien de temps passé.
11 Donc, j'ai essayé de la convaincre ---

12 **Me RUEL:** Est-ce qu'elle vous a donné le nom
13 de la personne?

14 **DR. LEGAULT:** Non, elle ne m'a jamais donné
15 le nom de la personne. Elle a refusé de me donner le nom.

16 **Me RUEL:** Vous l'avez demandé?

17 **DR. LEGAULT:** Oui. Je lui ai suggéré aussi
18 que même si c'était un abus historique qu'elle devrait tout
19 probablement aller parler aux gens de l'Aide à l'enfance
20 pour les mettre au courant de ce qu'elle avait entendu.

21 **Me RUEL:** Et comment a-t-elle réagi à cette
22 suggestion-là?

23 **DR. LEGAULT:** Elle n'était pas terriblement
24 heureuse mais je pense qu'elle a cru que c'était son
25 devoir. Et puis si on va un petit peu plus loin, elle m'a

1 appelé éventuellement pour me dire que oui, elle avait été
2 parler aux gens de l'Aide à l'enfance.

3 **Me RUEL:** Vous, est-ce que vous avez
4 contacté les gens de l'Aide à l'enfance?

5 **DR. LEGAULT:** Oui. J'ai premièrement
6 contacté notre évêque. Je lui ai parlé longuement de cette
7 plainte et puis suite à ça, j'ai appelé monsieur Richard
8 Abell qui était en charge de l'Aide à l'enfance et puis
9 j'ai été le rencontrer, puis je lui ai parlé de cette
10 plainte.

11 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez contacté la
12 personne ou le prêtre qui était -- je l'appelle l'accusé
13 pas parce qu'il est présumé coupable de quoi que ce soit,
14 mais disons l'accusé, la personne qui était visée par la
15 plainte au moment ou en fait à partir du moment où vous
16 avez reçu cette plainte-là?

17 **DR. LEGAULT:** Non, nous ne l'avons pas
18 rencontré immédiatement.

19 **Me RUEL:** Pour quelle raison?

20 **DR. LEGAULT:** Premièrement parce que c'était
21 une plainte anonyme, et deuxièmement parce que c'était une
22 plainte d'une tierce personne, nous avons cru bon à ce
23 moment-là de ne pas le rencontrer.

24 Nous savions que cette personne-là, le
25 prêtre accusé, vivait des moments très difficiles. Et puis

1 nous avons décidé de ne pas le rencontrer. Mais nous avons
2 changé d'idée plus tard suite à -- suite à l'« audit »
3 qu'on a eu de notre -- de nos notes. Et puis nous avons à
4 peu près, oh, six, sept mois plus tard, Monseigneur
5 Durocher a rencontré ce prêtre.

6 **Me RUEL:** Le prêtre, le nom du prêtre dont
7 vous l'avez dès le départ, dès le début, ou peu de temps
8 après la plainte, vous avez identifié qui était ce prêtre-
9 là; c'est exact?

10 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

11 **Me RUEL:** Est-ce qu vous saviez si ce
12 prêtre-là avait fait l'objet soit de plaintes par le passé
13 ou s'il avait fait l'objet d'allégations d'abus sexuel ou
14 autres sur de jeunes personnes?

15 **DR. LEGAULT:** Nous étions au courant
16 d'aucune autre plainte.

17 **Me RUEL:** J'essaie juste de comprendre. Le
18 prêtre était encore actif dans le diocèse.

19 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

20 **Me RUEL:** Et y'avait pas une question de
21 protection du public qui était en jeu? Donc, j'essaie de
22 comprendre là ou vous redemander pourquoi ne pas l'avoir
23 rencontré ou ne pas lui avoir parlé de quelque façon.

24 **DR. LEGAULT:** C'est certainement une bonne
25 question. Tout probablement qu'en rétrospect nous aurions

1 dû lui parler. Mais encore là, c'était une plainte qui
2 était anonyme et d'une tierce personne.

3 Ça fait que si nous avons eu peut-être plus
4 de détails à ce moment-là, mais j'ai pas d'explication.

5 Je suis certain que si on revoyait ce cas-là
6 aujourd'hui, je peux vous assurer que irait le rencontrer,
7 mais nous étions au début de notre comité, puis à ce
8 moment-là on apprend avec le temps.

9 **Me RUEL:** Est-ce que -- donc, vous avez
10 indiqué avoir parlé à l'évêque; c'est exact?

11 **DR. LEGAULT:** Oui.

12 **Me RUEL:** Donc, ça, il y a mention de cette
13 discussion-là à la page 310?

14 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

15 **Me RUEL:** Donc, c'est indiqué:

16 "I met with Bishop Paul-André Durocher
17 on Monday, 17 May at 15:30 hours at his
18 residence."

19 C'est exact? Donc, le 17 mai?

20 **DR. LEGAULT:** Oui.

21 **Me RUEL:** Et est-ce que vous lui avez fait
22 des recommandations au sujet du cas qui avait été porté à
23 votre attention?

24 **DR. LEGAULT:** Ma recommandation était
25 d'aller parler à l'Aide à l'enfance et puis à ce moment-là

1 il était certainement d'accord avec ça. Nous n'avons pas
2 fait plus de recommandations. Le comité s'était penché sur
3 la décision d'avertir le prêtre ou non. Puis il y avait
4 des détails dans sa vie à ce moment-là qui nous portaient à
5 peut-être ne pas aller lui en parler.

6 **Me RUEL:** Donc, vous mentionnez un peu plus
7 loin dans ce paragraphe-là que vous avez effectivement
8 rencontré, d'après ce que je comprends, le même jour, donc
9 le 17 mai -- ça c'est 2004 -- vous avez rencontré Richard
10 Abell au Service de l'aide à l'enfance; c'est exact?

11 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

12 **Me RUEL:** Vous avez discuté de l'affaire?

13 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

14 **Me RUEL:** Puis je voulais juste commencer
15 avec le paragraphe qui se lit -- pas le paragraphe, la
16 phrase dans le même paragraphe. Ça commence par « We
17 discussed in confidence. » Vous voyez ça?

18 **DR. LEGAULT:** Oui.

19 **Me RUEL:** "...the allegation as reported by
20 [C-72] and he did not appear surprised
21 by the allegation."

22 Donc, pouvez-vous m'expliquer votre
23 compréhension de cette affirmation-là par Monsieur Abell?

24 **DR. LEGAULT:** Ce que Monsieur Abell m'a
25 indiqué c'est qu'il y avait des rumeurs dans la Ville de

1 Cornwall. Le nom de ce prêtre-là avait été mentionné, mais
2 qu'il n'y avait absolument aucune plainte spécifique contre
3 ce prêtre-là.

4 Donc, il n'était pas surpris d'entendre ce
5 nom-là, mais il n'y avait aucune plainte qui avait été
6 logée spécifiquement contre le prêtre.

7 **Me RUEL:** Donc, d'après ce que je comprends,
8 il vous encourageait à tenter de convaincre la personne qui
9 avait fait l'allégation de vous parler?

10 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

11 **Me RUEL:** Et il y a une note manuscrite
12 juste avant. Lorsque vous avez parlé à l'évêque et à
13 Monsieur Abell, vous aviez parlé une seule fois à la tierce
14 partie; c'est exact? La personne qui vous a ---

15 **DR. LEGAULT:** J'ai parlé à cette personne-là
16 au moins trois ou quatre fois.

17 **Me RUEL:** Ah, d'accord.

18 Parce que je voyais pas de mention, d'autres
19 discussions, sauf -- vous me corrigerez si j'ai tort --
20 sauf au bas de la page, le 28 mai 2004 où la tierce partie,
21 C-72, vous a appelé.

22 **DR. LEGAULT:** Non, je l'avais -- je lui
23 avais parlé le 11 mai. Je lui ai parlé le 13 mai et puis
24 je crois que je lui avais parlé le 17 mai.

25 **LE COMMISSAIRE:** Mais vous ne lui avez pas

1 parlé; vous avez laissé un message?

2 **DR. LEGAULT:** Oui, elle m'avait rappelé --
3 non, c'est vrai. Je m'excuse. Oui.

4 **Me RUEL:** Vous mentionnez ici, juste --
5 c'est pas un point qui -- mais dans le deuxième, le
6 troisième -- disons le deuxième paragraphe à la page 310:

7 "Since I had not heard from [C-72], I
8 called her back May 17 and left a
9 message. This report is being written
10 on the 20th of May and I have not had a
11 phone call from her."

12 **DR. LEGAULT:** C'est vrai. Je m'excuse. Je
13 lui ai parlé, je crois, trois fois.

14 **Me RUEL:** O.k. Et le 28 mai, elle vous a
15 appelé?

16 **DR. LEGAULT:** Oui.

17 **Me RUEL:** Je ne sais pas si vous voulez lire
18 ici? Je ne sais pas s'il y a d'autre chose à dire que ce
19 que vous avez écrit en faisait attention toujours de ne pas
20 mentionner le nom de la personne ---

21 **DR. LEGAULT:** Oui.

22 **Me RUEL:** --- ou d'utiliser le ---

23 **DR. LEGAULT:** Je peux vous -- oui, cette
24 personne-là m'a appelé à 14h15 à ma résidence. Elle m'a
25 dit qu'elle avait été à l'Aide à l'enfance pour faire un

1 rapport puis qu'elle avait trouvé ça très difficile.

2 Elle était pour essayer de rencontrer la
3 personne qui avait fait les accusations une autre fois.
4 Elle m'a dit qu'elle était sous beaucoup de stress et
5 qu'elle avait dû prendre du temps pour se reposer et elle
6 avait arrêté de travailler.

7 Elle m'a dit aussi qu'elle était membre
8 d'une famille disfonctionnelle. Elle m'a dit qu'elle
9 essayerait d'encourager la personne qui s'était plainte
10 d'appeler le comité, si pas pour lui-même mais pour les
11 autres, pour ---

12 **Me RUEL:** Donc, est-ce que vous avez eu
13 d'autres contacts avec cette personne-là par la suite?

14 **DR. LEGAULT:** Non, j'ai pas eu d'autres
15 contacts. Je l'ai invitée de me rappeler. J'écris pas ça
16 ici, mais je lui ai dit, "Écoutes, rappelles moi n'importe
17 quand." Mais non, j'ai jamais eu d'autres contacts.

18 **Me RUEL:** Le plaignant vous a jamais appelé?

19 **DR. LEGAULT:** Jamais.

20 **Me RUEL:** Et vous avez indiqué que quelques
21 mois plus tard -- j'ai compris sept mois, sept ou huit mois
22 plus tard -- vous avez parlé à l'accusé?

23 **DR. LEGAULT:** Notre évêque a parlé à
24 l'accusé.

25 **Me RUEL:** Vous, est-ce que vous lui avez

1 parlé?

2 **DR. LEGAULT:** Non, je ne lui ai pas parlé.

3 **Me RUEL:** Est-ce qu'il y a une déclaration
4 écrite ou quelque chose par écrit a été produit par cette
5 personne-là?

6 **DR. LEGAULT:** Oui, oui, il y a eu une lettre
7 qui a été écrite par l'accusé disant qu'il n'y avait jamais
8 eu d'attouchements. Il avait jamais été au courant de ça
9 et puis dans ses 30-quelques années de prêtrise, il n'y
10 avait jamais eu d'attouchements.

11 **Me RUEL:** Et donc ça c'est les rencontres --
12 la dernière rencontre pour laquelle on a des documents,
13 c'est le 24 septembre 2004. Vous avez indiqué qu'il y a eu
14 sept autres rencontres depuis; c'est exact?

15 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

16 **Me RUEL:** Est-ce que d'autres plaintes ont
17 été considérées lors de ces autres rencontres?

18 **DR. LEGAULT:** Dans toutes ces rencontres-là,
19 il y a eu à un moment donné une plainte qui nous est
20 arrivée de l'extérieur de la province. Le prêtre était
21 dans notre diocèse à ce moment-là. Et puis nous avons --
22 nous avons rencontré le prêtre et puis à ce moment-là il y
23 a eu une discussion et puis le prêtre a démissionné de son
24 poste comme prêtre.

25 **Me RUEL:** Dans le diocèse?

1 **DR. LEGAULT:** Dans le diocèse ici, même s'il
2 n'est pas incardiné ici, mais il travaillait ici. Il était
3 incardiné à l'extérieur de la province.

4 **Me RUEL:** C'est possible de faire ça? Vous
5 êtes -- c'est peut-être pas à vous de répondre, mais d'être
6 incardiné dans un autre diocèse et de travailler dans un
7 autre?

8 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est possible, oui.

9 **Me RUEL:** Le dernier sujet que je voulais
10 couvrir avec vous c'est la question du ---

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Mr. Commissioner?

12 **THE COMMISSIONER:** Yes.

13 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** At this point, just to
14 be clear for the record, these six meetings are after April
15 of 2005. They are largely administrative except for the
16 one case that he's describing.

17 And just so that you understand, there was a
18 complaint that was received by a person in Saskatchewan in
19 authority there where the person had been working. He had
20 come here. The information was transmitted here. He was
21 told that he had no functions any longer. He had been
22 relieved of functions in Saskatchewan as well, and I
23 believe he was sent back to Saskatchewan under the auspice
24 of the person who had relieved his functions.

25 So that is after, as far as I was concerned,

1 the mandate. This is the information we have.

2 **DR. LEGAULT:** Could I correct that he
3 remained in Cornwall but without any priestly duties.

4 **Me RUEL:** Le dernier sujet se trouve --
5 c'est les documents qui se trouvent à la page 313 et
6 suivantes. Docteur Legault, il s'agit d'un document qui
7 s'intitule « Professional Conduct Committee - Archdiocesan
8 Review Criteria - Alexandria-Cornwall, January 26 and 27,
9 2005. »"

10 Est-ce que vous pouvez identifier ce
11 document-là?

12 **DR. LEGAULT:** Certainement. Vous voulez que
13 je vous explique ce que c'est?

14 **Me RUEL:** Oui, ce que c'est d'abord et peut-
15 être nous donner quelques détails sur de quoi il s'agit?

16 **DR. LEGAULT:** Oui. Dans notre ligne de
17 conduite pour notre comité, il devait y avoir régulièrement
18 une revue de la fonction du comité. Et puis, les gens du
19 Catholic Mutual ont beaucoup d'expertise, surtout aux
20 États-Unis, pour revoir les comités qui fonctionnent pour
21 prendre soin -- répondre aux accusations d'abus et
22 d'agression.

23 Donc, à ce moment-là, deux personnes sont
24 venues, Dale Ricker et John Gorski. Et ils nous avaient
25 envoyé, au préalable, des questions que nous avons

1 répondues et, à ce moment-là, ils ont produit un -- pour
2 nous, ont produit un rapport sur la fonction de notre
3 comité.

4 **Me RUEL:** Donc, juste pour clarifier, au bas
5 de la page, ça semble être un document de The Catholic
6 Mutual Canada Omaha.

7 Est-ce que c'est exact?

8 **DR. LEGAULT:** C'est exact. Une des
9 personnes, John Gorski, vient de Omaha, Nebraska. Mais
10 c'est aussi les gens qui sont les assureurs -- pas les
11 assureurs pour -- j'aurais besoin de peut-être un peu
12 d'aide. C'est des assureurs, par exemple ---

13 **Me RUEL:** Bien votre compréhension.

14 **DR. LEGAULT:** --- pour le feu, le vol, mais
15 ils ont aussi de l'expertise dans cette matière-là, surtout
16 aux États-Unis. Donc, à ce moment-là, il était habilité de
17 pouvoir faire une revue de notre comité.

18 **Me RUEL:** Est-ce que je comprends que c'est
19 des gens qui pouvaient fournir des services en ce qui
20 concerne l'évaluation des risques dans les diocèses?

21 **DR. LEGAULT:** C'est ça. C'est exact.

22 **Me RUEL:** Donc, c'est un peu -- c'est dans
23 le cadre de cet exercice-là que cette vérification-là a été
24 faite?

25 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

1 **Me RUEL:** Et est-ce que, essentiellement, ce
2 document-là est le rapport de vérification de Monsieur
3 Ricker et Gorski?

4 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

5 **Me RUEL:** C'est exact? Et les questions
6 ici, en fait, les points qui sont couverts à la page 314 et
7 suivantes:

8 "How to reach to victims of sexual
9 misconduct"

10 Ce sont les réponses aux questions que vous
11 avez fournies?

12 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

13 **Me RUEL:** Vous avez été interviewé par ces
14 gens-là?

15 **DR. LEGAULT:** Oui. Oui.

16 **Me RUEL:** Et est-ce que vous avez été le
17 seul qui a été -- qui avait été interviewé?

18 **DR. LEGAULT:** Non. Nous étions trois. Il y
19 avait notre évêque, Monseigneur Durocher. Il y avait
20 Gérald Samson, qui est le porte-parole pour les médias dans
21 notre comité et il y avait moi-même.

22 **Me RUEL:** Donc essentiellement, ce qui --
23 juste pour synthétiser, ils vérifiaient -- leur mandat
24 était de vérifier les directives politiques en place et
25 procédures en place pour traiter au niveau du Diocèse

1 Alexandria-Cornwall des cas d'abus ou de plaintes reçues
2 d'abus sexuel ou d'agression sexuelle. C'est exact?

3 **DR. LEGAULT:** Oui, c'est exact.

4 **Me RUEL:** Donc, si ça se conformait ou si
5 les politiques et pratiques se conformaient aux standards
6 existants en la matière?

7 **DR. LEGAULT:** C'est exact.

8 **Me RUEL:** O.k. Et à la page 328, il y a
9 deux -- c'est les recommandations, le sommaire des
10 recommandations. Il y en a, je pense, huit, mais
11 j'aimerais insister, et c'est le dernier sujet que je vais
12 couvrir avec vous, sur les points B et C.

13 Une des recommandations, si je vais au point
14 B, qui est en gras, je vais la lire en anglais:

15 "It is recommended that the protocol be
16 modified to include verbiage which
17 documents how third-party allegation
18 should be administered."

19 Est-ce que vous voyez ça?

20 **DR. LEGAULT:** Oui.

21 **Me RUEL:** Quel était -- est-ce que vous
22 savez si -- est-ce que vous avez fait des recommandations
23 vous-même ou est-ce que vous avez analysé cette
24 recommandation-là du rapport de vérification et fait des
25 recommandations à l'évêque au sujet ---

1 **DR. LEGAULT:** Oui, ça a été fait et les
2 changements se retrouvent dans les lignes de conduite de
3 2005.

4 **Me RUEL:** Et quels changements ont été
5 faits?

6 **DR. LEGAULT:** Numéro 4, sous « Lignes de
7 conduite face à un signalement. » C'est sous l'onglet --
8 j'ai ça ici. C'est sous l'onglet 50.

9 **Me RUEL:** Pour être clair, c'est la Pièce
10 58, onglet 50?

11 **DR. LEGAULT:** Oui. Et puis sous le numéro
12 4:

13 « Si la personne portant plainte n'est
14 pas elle-même la victime présumée, le
15 délégué tentera de communiquer
16 directement avec cette-dernière avant
17 de l'informer au sujet de son droit de
18 communiquer avec la police. Le délégué
19 tentera de faire ainsi même dans le cas
20 d'une allégation anonyme. »

21 **Me RUEL:** Et point 5:

22 « Le délégué informera l'accusé ... »
23 On a déjà traité de ça.

24 **DR. LEGAULT:** Oui.

25 **Me RUEL:** Donc ça, ça s'appliquerait dans le

1 cas d'une plainte anonyme aussi ---

2 DR. LEGAULT: Oui.

3 Me RUEL: --- « Le délégué informera
4 l'accusé »?

5 DR. LEGAULT: Oui.

6 Me RUEL: Donc, l'autre recommandation qui
7 est au point C, je reviens au document suivant, à la page
8 328. Et ce sera le dernier point. Juste expliquer la
9 recommandation commence à partir de, bon, on dit que les:

10 "Reporting guidelines be amended to
11 include the protocol to be followed
12 when an allegation of sexual abuse of
13 an adult or a vulnerable person on the
14 part of the Clergy, religious, lay
15 employees or volunteers is raised by
16 the victim anonymously or by a third
17 party. Furthermore, a distinction
18 would need to be documented, which
19 separates an allegation of criminal
20 activity versus an allegation of
21 consensual activity involving an
22 adult."

23 Pouvez-vous expliquer s'il y a eu un suivi
24 de ces recommandations-là?

25 DR. LEGAULT: La première partie parle

1 encore des allégations anonymes. La deuxième partie, il
2 n'y a pas quelque chose de spécifique dans notre protocole,
3 mais c'est quelque chose dont on tiendrait -- on prendrait
4 en ligne de compte, si on avait une plainte de ce genre.

5 **Me RUEL:** De quoi s'agit-il exactement?

6 **DR. LEGAULT:** Il s'agit de, par exemple, la
7 différence entre un abus fait par un prêtre dans sa
8 position comme prêtre ou par exemple un prêtre, qui s'en va
9 ailleurs dans un autre pays, ne dévoile pas qu'il est
10 prêtre et a une relation avec quelqu'un, avec une adulte ou
11 -- à ce moment-là, il n'y aurait pas la relation de prêtre,
12 donc pas la relation de pouvoir.

13 Donc, à ce moment-là, on pourrait prendre
14 peut-être les deux différentes agressions différemment.

15 **Me RUEL:** Est-ce que vous avez des -- si la
16 question est posée au témoin -- est-ce que vous avez des
17 recommandations à faire à monsieur le Commissaire pour la
18 rédaction, la préparation de son rapport?

19 **DR. LEGAULT:** Non, je n'en ai pas. Non.

20 **Me RUEL:** Donc, monsieur le Commissaire, ce
21 sont mes questions.

22 **LE COMMISSAIRE:** Merci.

23 Mr. Wardle?

24 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR MR.

25 **WARDLE:**

1 **MR. WARDLE:** Good morning, Mr. Commissioner.
2 Good morning, Doctor.

3 **DR. LEGAULT:** Good morning.

4 **MR. WARDLE:** My name is Peter Wardle. And I
5 act for an organization called Citizens for Community
6 Renewal, which is an organization of concerned Cornwall
7 citizens determined to promote needed institutional
8 reforms, so as to ensure the protection of children and
9 justice for all.

10 And I only have a few questions for you this
11 morning.

12 If we could turn up Exhibit 58, Tab 50 which
13 is the current version of the Guidelines. You said earlier
14 this morning, sir, that in order for the committee to
15 pursue a complaint, you needed to have a complainant coming
16 forward; correct?

17 **DR. LEGAULT:** That's correct.

18 **MR. WARDLE:** Okay. And you also said, for
19 example, that if there's something published in a
20 newspaper, that doesn't lead to a committee process;
21 correct?

22 **DR. LEGAULT:** That's correct.

23 **MR. WARDLE:** If the first notification the
24 Diocese has of an allegation is through a criminal charge -
25 - so the complainant doesn't go to your committee, doesn't

1 go to the Diocese; he goes immediately to the police. What
2 would happen in that case?

3 **DR. LEGAULT:** Nothing would happen because
4 once there is an investigation ongoing, then we wouldn't
5 pursue our -- any investigation on our part. But I believe
6 it says to remain vigilant and if at the end of this
7 process or at any time, the victim asks for victims' help
8 then with the permission of the police or/and the
9 Children's Aid, then we might consider that, but there has
10 to be a request by the victim.

11 **MR. WARDLE:** All right.

12 So what I'm getting at is let's just take a
13 hypothetical example. Let's say a complainant Mr. A. goes
14 immediately to the Cornwall Police and the police
15 investigate and they may or may not interview the person
16 involved, the alleged perpetrator, and then let's say that
17 the first time anyone from the Diocese knows about it is
18 when charges are laid; what would happen at that point
19 under this process?

20 **DR. LEGAULT:** Nothing would happen under
21 this process.

22 **MR. WARDLE:** And I wasn't clear on it
23 because in the English version -- and I'm just looking at
24 point number one -- there's the obligation to report to
25 Children's Aid, but there's also the obligation to report

1 to the Bishop's delegate so -- and then it's unclear to me
2 what would happen there. So for example, if the Bishop
3 learns, at some point, when charges are laid against a
4 specific priest that wouldn't start this committee process?

5 DR. LEGAULT: No, it would not.

6 MR. WARDLE: Okay.

7 And so if steps were to be taken, for
8 example, to suspend the priest from religious duties that
9 would be done completely outside the committee process?

10 DR. LEGAULT: It most probably would not
11 because I think the Bishop would most probably come to us
12 with the details and ask for our suggestions.

13 MR. WARDLE: All right.

14 So maybe I could make a suggestion to you is
15 that -- and I'm not suggesting, by the way, that this would
16 happen very often, but do you agree that there is a little
17 bit of a gap here and that this is something that the
18 guidelines could be revised to cover?

19 DR. LEGAULT: Yes, that's possible.

20 MR. WARDLE: Okay.

21 DR. LEGAULT: Yes.

22 MR. WARDLE: And would that also be the case
23 if the first time that the Diocese hears about a matter is
24 through a civil claim? So let's say just out of the blue,
25 Mr. A. sues the Diocese alleging historic sexual abuse.

1 Again, these guidelines don't seem to contemplate that
2 possibility; correct?

3 DR. LEGAULT: That's correct.

4 MR. WARDLE: Can I just then ask you about
5 one other issue and that is -- we've touched on it already
6 a little bit, this is on in the English version under the
7 guidelines item 4. So now we're dealing with a complainant
8 who had come forward ---

9 DR. LEGAULT: Excuse me. Item 4 under what
10 title?

11 MR. WARDLE: "Investigative Phase."

12 DR. LEGAULT: Thank you.

13 MR. WARDLE: Page 5 of the English version
14 of the guidelines.

15 So now we have a complainant who comes
16 forward to the Bishop's delegate or someone else within the
17 Diocese; it gets reported to the committee. Children's Aid
18 is notified and let's say the police are notified either by
19 the complainant or in some fashion and now there's an
20 investigation. And let's say there's a police
21 investigation and you'd agree, Doctor, that certainly we've
22 heard here an investigation of something like this can take
23 some time?

24 DR. LEGAULT: That's correct.

25 MR. WARDLE: So we might be looking at a

1 process that could take months, potentially as much as a
2 year depending on the circumstances; correct?

3 DR. LEGAULT: That's correct.

4 MR. WARDLE: Okay.

5 I think you said earlier that the guidelines
6 indicate that your committee is not to investigate in that
7 circumstance because you don't want to interfere with the
8 ongoing CAS and police investigation; correct?

9 DR. LEGAULT: That's correct.

10 MR. WARDLE: Okay.

11 And my question was really about if you have
12 enough information from what's taken place right at the
13 beginning to know that there may be some substance to this
14 allegation, would some steps be taken by the committee at
15 that point to deal with the issue of whether the priest
16 should be suspended from religious duties?

17 DR. LEGAULT: Yes.

18 MR. WARDLE: Okay.

19 And is that -- it's not really spelled out
20 clearly here; I take it you would be relying on the words
21 "remain vigilant"?

22 DR. LEGAULT: That's right. I -- I think
23 when we look at these -- at these guidelines, these are not
24 laws ---

25 MR. WARDLE: Correct.

1 **DR. LEGAULT:** --- and you're looking at them
2 in the way a lawyer would and we look at them differently
3 in that ---

4 **MR. WARDLE:** I understand, yes.

5 **DR. LEGAULT:** --- they are general
6 guidelines, but we can certainly go beyond the guidelines.
7 That we are not tied in with these -- with these
8 guidelines. They're -- they're an indication of the way we
9 should act, but certainly the committee would -- could very
10 well make a decision which isn't spelled completely in the
11 guidelines, but the committee will, in good faith, do that.

12 **MR. WARDLE:** All right.

13 So I think what you're telling me is that
14 you would interpret your mandate in that situation, the
15 hypothetical situation I put to you, as allowing you some
16 authority to not investigate, but make recommendations to
17 the Bishop about what would be done with the individual in
18 question.

19 **DR. LEGAULT:** Yes.

20 **MR. WARDLE:** Okay. Those are all my
21 questions then. Thank you, sir.

22 **THE COMMISSIONER:** Thank you, Mr. Wardle.

23 Mr. Horn?

24 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR MR.

25 **HORN:**

1 **MR. HORN:** My name is Frank Horn and I'm
2 representing the Coalition for Action and our position has
3 been to outline the concerns that citizens have had in the
4 past; a fear that there was some kind of conspiracy to hide
5 these allegations of sexual abuse and so we're here to,
6 basically, try to ask questions that would deal with that
7 subject.

8 One of the things that I found interesting
9 in the latest guidelines, 2005, was the wording that was
10 used; if I could have that 600285 on the second page.

11 **THE COMMISSIONER:** I'm sorry. What page in
12 the guidelines?

13 **MR. HORN:** The second page under the
14 definitions.

15 **THE COMMISSIONER:** Okay, definitions. Okay,
16 which one?

17 **MR. HORN:** Ah, yes, where it indicates:
18 "This is the principal duty of this
19 committee is to advise the Bishop
20 through his delegate on whether there
21 are reasonable and probable grounds..."

22 **THE COMMISSIONER:** Just a second.

23 **MR. HORN:** "...to determine that an
24 offence has been committed."

25 **DR. LEGAULT:** I believe that we would

1 interpret that as if there is any doubt in our mind,
2 otherwise, and -- and we've been discussing that; we find
3 those words very strong. "Reasonable doubt," we're not
4 doing a complete investigation. I think that if somebody
5 comes with an accusation and it's a reasonable accusation,
6 we would -- we would not ignore that accusation. The only
7 time we might not deal with an accusation is if the person
8 who comes is absolutely not capable of presenting something
9 that makes any sense.

10 **MR. HORN:** Okay.

11 But the wording seems to be very close to
12 the criminal requirement in order to lay charges in the
13 criminal sense and ---

14 **DR. LEGAULT:** I agree with you and that's
15 most probably we've overstated what we would really do.

16 **MR. HORN:** Okay.

17 So -- and you also used the word "offence"
18 so it looks like, if you read the guidelines, that what
19 you're really saying is that our committee will make the
20 very determination that should be made by the police in
21 whether to lay charges or not and that your committee would
22 be the one making that determination.

23 **DR. LEGAULT:** That is not the case. That is
24 not what would happen.

25 **MR. HORN:** No, so you're not really usurping

1 the decision making that the police would make whether to
2 lay charges or not?

3 **DR. LEGAULT:** That's correct.

4 **MR. HORN:** So this wording is really -- what
5 you're saying is it's too strong or it's something that
6 kind of misleads you when you read it?

7 **DR. LEGAULT:** Yes, I believe so.

8 **MR. HORN:** Okay.

9 So really your job is not to have a
10 committee hearing make a determination, get all the facts
11 and say, "We're going to now lay criminal charges and we're
12 going to go to the police and have criminal charges laid."

13 **THE COMMISSIONER:** Well, I think your use of
14 the words is a little different in the sense that you can
15 make a complaint to the police. It's the police who decide
16 whether to lay charges or not.

17 **MR. HORN:** Okay. You would be then almost
18 like obligated to go to the police. Once you've made a
19 determination that there's reasonable probable ground in --
20 that an offence has occurred, you would almost be forced to
21 have to go to the police in that case.

22 **THE COMMISSIONER:** There's no duty to go to
23 the police, sir. You said they'd have to be forced to.
24 Where is there a duty in law to go to the police?

25 **MR. HORN:** If you were aware of a -- a crime

1 has been committed ---

2 **THE COMMISSIONER:** Yeah.

3 **MR. HORN:** --- do you feel that -- or
4 believe that your committee then is obligated to have to do
5 something in order to make sure that that crime has been
6 reported to the police?

7 **DR. LEGAULT:** I said several times that we
8 would make every effort for the accuser to contact the
9 police. The committee cannot force the accuser to go to
10 the police but we would certainly try and get the -- the
11 accuser to contact the police. That is one of our main
12 roles in life. We don't want to hide the accusations.
13 We're -- but we want to get everything out in the open.

14 **MR. HORN:** Okay. So what the individual has
15 done is they've come, told you that an offence has
16 occurred. You've made it so that everyone that's in the
17 committee has to be -- keep the information confidential,
18 so they cannot go to the police themselves. It always has
19 to be kept there.

20 So that individual then is the only one that
21 can go to the police. You yourself, or anybody in the
22 committee, couldn't go on their own directly to the police.

23 **DR. LEGAULT:** With permission from the
24 accused, yes, I could go to the police.

25 **MR. HORN:** So would you be then doing what

1 you could to get them to give you that permission if you
2 know that there's a -- there's a crime that's been
3 committed?

4 **DR. LEGAULT:** Absolutely.

5 **MR. HORN:** Okay. So as a private individual
6 who has this kind of information, could you go and lay an
7 Information yourself; not the complainant but you yourself?
8 Could you go to the police and lay an Information because
9 of the information that you're aware of?

10 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I'm not sure the
11 witness is equipped to be answering these kinds of legal
12 questions.

13 **MR. HORN:** Well, I just want to know what
14 you understand your obligations are, sitting on the
15 committee.

16 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Excuse me. He dealt
17 with those subjects and then asked him what he would do in
18 his capacity as a private citizen.

19 **THE COMMISSIONER:** Right.

20 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** So he's not here in his
21 capacity as a private citizen.

22 **THE COMMISSIONER:** M'hm. Mr. -- he's not
23 here as a private citizen.

24 **MR. HORN:** Okay. Then as a committee member
25 do you think that the committee would have an obligation of

1 any kind to go to the police in order to make sure that the
2 -- that there was a charge laid by the police?

3 **DR. LEGAULT:** I'm not sure how to answer
4 that question. I certainly would make every effort, if
5 there is a crime made, to have the police informed about
6 it. But if the accuser, or the person who says he's been
7 abused, refuses police involvement it would become very
8 difficult on our part to go to the police.

9 **MR. HORN:** Okay. Now, when that individual
10 is coming to you at the committee, they're aware that
11 they're coming to a -- basically, a branch of the Church,
12 right? They know it's -- your committee is under the
13 auspices of the Church?

14 **DR. LEGAULT:** If you want to, yes.

15 **MR. HORN:** Okay. So what you're really
16 trying to do is have individuals come forward with
17 complaints to the Church and not go to the police directly
18 themselves?

19 **DR. LEGAULT:** No, not at all. No. The
20 committee is trying to make the process of bringing an
21 abuse as painless as possible. We're not trying to short-
22 circuit the police efforts. We're trying to help the
23 police by receiving the complaint and then convincing the
24 person to go to the police.

25 **MR. HORN:** Okay, but the individual who is

1 coming usually is a parishioner. They're somebody who is
2 under the authority of a pastor or a priest?

3 DR. LEGAULT: Not necessarily.

4 MR. HORN: Oh, you're not only dealing with
5 Roman Catholics? You're dealing with anybody that would
6 come forward?

7 DR. LEGAULT: That's right.

8 MR. HORN: And they -- would it be involved
9 -- just not only the Catholic Church but any other
10 denomination?

11 DR. LEGAULT: The accuser can be of any
12 denomination, but the accused -- the accuser has to be
13 accusing somebody from the Catholic Church, either a
14 priest, brother, somebody who works for the Diocese,
15 somebody who works for one of the parishes, somebody who is
16 a volunteer with a parish. But he could -- he could be of
17 any denomination.

18 MR. HORN: In every situation that you've
19 dealt with so far, have they always been all parishioners?

20 DR. LEGAULT: I believe that they -- I
21 believe so.

22 MR. HORN: Okay. So these individuals felt
23 that they were coming to the Church then, really, when they
24 came to the committee?

25 DR. LEGAULT: I don't know that.

1 **MR. HORN:** Because this is a -- wouldn't you
2 think that that's what ---

3 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Excuse me. I'm going
4 to object. This is just preposterous. These people are
5 not here to tell what they felt, and he's putting their
6 thoughts in this witness's mind. I just -- I think this is
7 not appropriate.

8 **THE COMMISSIONER:** I'm going to use -- it is
9 what it is, in the sense that this is a committee from the
10 Diocese, and so if you're trying to get this witness to say
11 that the people who are coming forward are coming to the
12 Church, that's a conclusion that only they can lead. But
13 the inference is there that they must know that the
14 committee is attached to the Diocese, but that's it. You
15 can't go any further than that.

16 **MR. HORN:** Okay. When you were having
17 people come forward were you -- okay, advertising or
18 telling people within the Church -- the churches to -- if
19 they -- or did you go public in the public domain?

20 **DR. LEGAULT:** It's in the public domain.
21 There have been ads in the different papers, both in French
22 and in English, and there are pamphlets that are available
23 in different areas in town.

24 **MR. HORN:** Okay. And when these were sent
25 out to the public, were they basically making it look like

1 it was coming from the Church, or was it a committee of the
2 Church that was ---

3 DR. LEGAULT: It was ---

4 MR. HORN: --- sending out this?

5 DR. LEGAULT: It was made to look like it
6 was a committee that dealt with abuse.

7 MR. HORN: Okay. Of the Church, though?

8 THE COMMISSIONER: Of the Diocese. Let's
9 use "the Diocese."

10 DR. LEGAULT: Of the Diocese.

11 MR. HORN: Okay, of the Diocese. So that
12 when individuals would -- came to you, were -- did you let
13 them know that you're an independent body, that you're not
14 connected; your decisions will be totally independent? You
15 will not be in any way pressured in any way by the Bishop
16 or anyone else? You're completely independent of the -- of
17 any kind of pressure that could be put on you to go in the
18 -- in a certain direction?

19 DR. LEGAULT: I don't think we've had the
20 occasion to say that but certainly that is the aim of this
21 committee. It has to be a committee that is at arm's
22 length from the Bishop.

23 MR. HORN: Okay. So when a person who -- I
24 mean this is a very sensitive subject that we're talking
25 about, when an individual is coming forward.

1 DR. LEGAULT: M'hm.

2 MR. HORN: They're coming to your committee.
3 They would have to feel that they're going to be -- well,
4 you're trying to make them feel comfortable that they're
5 going to come forward and speak about very sensitive
6 things.

7 DR. LEGAULT: That's correct.

8 MR. HORN: And these individuals are made to
9 feel that whatever is going to be said, you let them know
10 right away that it's going to be kept in confidence?

11 DR. LEGAULT: That's correct.

12 MR. HORN: Okay. And as a result, they'll
13 know that if they come forward it might just stay there.
14 It may never go anywhere.

15 DR. LEGAULT: They are aware -- they are
16 made aware that if there was an accusation against somebody
17 that is below -- or an abuse against somebody below 16,
18 that we are obliged by the Children's Aid to report the
19 case. They're made to know that.

20 They're also made to know from the beginning
21 that we are certainly going to try and get them involved
22 with the police.

23 MR. HORN: Okay, and as soon as they come in
24 you make that very clear, right from the very get-go, right
25 from the beginning?

1 **DR. LEGAULT:** Yes, and I believe that's part
2 of one of our minutes that we've just reviewed.

3 **MR. HORN:** So that individual knows that
4 they're going to be coming there but they also have the
5 option of going to the police and they don't have to go
6 along with just staying within your committee.

7 **DR. LEGAULT:** That's correct.

8 **MR. HORN:** And they're always told that,
9 right from the very beginning, and it goes on all the way
10 through?

11 **DR. LEGAULT:** That's correct.

12 **MR. HORN:** Now, as the allegations come out
13 and they become more serious and start you're learning
14 more, do you make sure that you let them know that, "Hey,
15 we're now getting to the point where maybe what you're
16 saying is really actually criminal"?

17 **DR. LEGAULT:** That's correct.

18 **MR. HORN:** And as that information is
19 becoming more closer to something that almost obligates you
20 to go to the -- to the outside authorities, do you let them
21 know that?

22 **DR. LEGAULT:** I would let them know that
23 they should be talking to the police and I will be glad to
24 accompany them if they need to, but there is no obligation
25 under law for me to report it to the police.

1 **MR. HORN:** Okay. This confidentiality
2 that's -- that is in the committee, does that also preclude
3 you from telling the Bishop anything?

4 **DR. LEGAULT:** No. No, because one of our
5 roles as the committee is to then make the Bishop aware of
6 the complaint so that the Bishop can deal with the person
7 who is alleged to have made the abuse or the assault.

8 **MR. HORN:** Okay, so now that the committee
9 has given the Bishop this kind of information, he's now the
10 one going to make the decision as to where to go from
11 there?

12 **DR. LEGAULT:** That's correct.

13 **MR. HORN:** And you're only making
14 recommendations. He can take that, whatever information
15 you've given him, and he can go directly to the police and
16 just do it on his own?

17 **DR. LEGAULT:** We'd have to ask him that.

18 **MR. HORN:** Pardon?

19 **DR. LEGAULT:** You'd have to ask him that. I
20 can't guess what he could do or not do.

21 **MR. HORN:** But is that the -- is your
22 understanding of what -- what would happen? You take a --
23 you have the report, it's a very serious report. You've
24 got it. You said, "We're in confidence. We can't tell
25 anybody." But you give it to the Bishop; he's free to do

1 anything he wants. Is he bound by the confidentiality
2 clause?

3 **DR. LEGAULT:** I would think if there's
4 anybody in this parish who's bound -- this Diocese,
5 certainly the Bishop is also bound by the -- by the
6 confidentiality clause.

7 **MR. HORN:** So he would have to keep it in
8 confidence himself?

9 **DR. LEGAULT:** If the accused -- if the
10 accused or the accuser, the person who is the -- alleges an
11 abuse says that he does not want the police involved, I
12 don't think that the Bishop or anybody has the right to go
13 against his decision.

14 **MR. HORN:** Okay. So after the committee has
15 -- or this individual has met with you, you've gone through
16 the process, you've gone to the Bishop; is that the end of
17 your role?

18 **DR. LEGAULT:** No, because we do have the
19 victims committee and if that victim doesn't wish the
20 police involved but there could possibly be a wish on his
21 part for help in getting treatment, and we get the victims
22 committee involved and the Diocese would provide what
23 treatment as suggested by the victims committee and by the
24 advisory committee.

25 **MR. HORN:** So really what -- would you agree

1 with me that what this committee set up is really -- it's a
2 way in which individuals who have complaints, could be
3 major complaints, can come to the Church and talk to a
4 committee and it could end there. It could stop there. It
5 may never go in to the police, no charges will ever be
6 laid. That's your understanding, and so it would be kept
7 quiet, it will be kept secret and that will be the end of
8 it.

9 **DR. LEGAULT:** It would only be kept quiet
10 and secret at the request of the person who has alleged the
11 abuse.

12 **MR. HORN:** And what you would then -- the
13 only thing that you would do is do what you could to get
14 them to go to the outside agencies?

15 **DR. LEGAULT:** Yes, and also to provide with
16 help if he needs help and treatment.

17 **MR. HORN:** Now, one of the questions that we
18 -- we're very interested in, our Coalition is interested
19 in, is the relationships. Are you a member of the Knights
20 of Columbus?

21 **DR. LEGAULT:** No.

22 **MR. HORN:** You're a member of which parish?
23 Who is your parish priest?

24 **DR. LEGAULT:** I'm a member of the Holy Cross
25 Parish, Sainte-Croix.

1 **MR. HORN:** And who is your priest?

2 **DR. LEGAULT:** Jean Moacadie(ph).

3 **MR. HORN:** Okay. And that's here in
4 Cornwall?

5 **DR. LEGAULT:** Yes.

6 **MR. HORN:** And it's part of the Diocese?

7 **DR. LEGAULT:** Yes.

8 **MR. HORN:** Okay. And one of the things that
9 was mentioned in your CV was the fact that you present to
10 the courts on behalf of the Hôtel Dieu Hospital and things
11 that may have happened in the past. Is that one of your
12 roles?

13 **DR. LEGAULT:** That's correct.

14 **MR. HORN:** And what is that -- what are you
15 doing? Are you an expert witness?

16 **DR. LEGAULT:** I go to -- not as an expert
17 witness but to represent the hospital. Most of the time
18 there might be accusations against medical procedures or
19 tests or whatever, and there are a multitude of questions
20 being asked of -- about the charts and everything, so I
21 would go there to answer those -- those questions, so as a
22 representative of the Religious Hospitallers of St. Joseph
23 who ran the Hôtel Dieu Hospital and now run the St. Joseph
24 Continuing Care.

25 **MR. HORN:** So you would always be called on

1 behalf of the hospital, which was a religious hospital at
2 the time?

3 **DR. LEGAULT:** Well, yes. Not always but on
4 certain occasions. There have been other -- other people
5 who have gone there also; other physicians.

6 **MR. HORN:** So would you view yourself as a -
7 - as someone who is for the hospital, in the sense that you
8 would be called by their side and then maybe the other side
9 would bring their own experts if there was a dispute in
10 court?

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** I'm just -- I'm
12 struggling to understand why this is ---

13 **THE COMMISSIONER:** Anywhere near relevant.

14 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Yes.

15 **MR. HORN:** Well, you're advocating -- I'm
16 just saying that you're on the committee, you're advocating
17 for the Church, right?

18 **DR. LEGAULT:** No.

19 **MR. HORN:** No?

20 **DR. LEGAULT:** Absolutely not. I'm on the
21 committee for the same reason that you're representing your
22 group. It's to make sure that there are no abuse that are
23 going to be kept secret, to make sure that they are dealt
24 with properly and to make sure that they are dealt with
25 fully. That is my reason for being on this committee.

1 **MR. HORN:** Thank you.

2 **THE COMMISSIONER:** Mr. Lee?

3 Those of you who are looking at the clock
4 and wish to grab a train, I won't feel slighted if you
5 decide to take your leave quietly. But Mr. Carroll, I know
6 you drive, so you're going to stay.

7 **MR. CARROLL:** I wouldn't miss it.

8 **(LAUGHTER/RIRES)**

9 **--- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR**

10 **MR. LEE:**

11 **MR. LEE:** Dr. Legault, my name is Dallas
12 Lee. I'm counsel for the victims group. I have just a few
13 questions for you.

14 Can you turn up a copy of the current policy
15 please. That's Exhibit 58, Tab 50.

16 **THE COMMISSIONER:** We're there.

17 **DR. LEGAULT:** M'hm.

18 **MR. LEE:** Now, if I can turn you to page 4
19 of that policy under Reporting Guidelines, please.

20 **DR. LEGAULT:** Yes.

21 **MR. LEE:** And if you look at section number
22 two, you'll see that this deals with anybody who receives
23 an allegation of sexual assault on an adult on the part of
24 clergy has an obligation to report to the Bishop's
25 delegate. Do you see that?

1 DR. LEGAULT: Yes.

2 MR. LEE: And it goes on to say:

3 "If the allegation refers to an
4 historical abuse the delegate will
5 inform the Children's Aid Society."

6 DR. LEGAULT: That's right.

7 MR. LEE: Can I take it that means that if
8 an adult reports that he or she was abused as a child, it
9 goes to the CAS?

10 DR. LEGAULT: Yes. I don't believe that the
11 law is clear on that but our committee has decided that we
12 would go to the Children's Aid and make them aware.

13 MR. LEE: We have essentially three
14 situations that can present themselves. Somebody could
15 come to you and say that somebody under 16 years of age,
16 who is still under 16 years of age, is being abused. And
17 your understanding is you must report that to the CAS?

18 DR. LEGAULT: That's correct.

19 MR. LEE: No doubt about that, right. And
20 you say your interpretation of the law is a little bit
21 unclear as to whether or not you need to report to the CAS
22 when an adult comes and says that he or she was abused when
23 under 16 years of age.

24 DR. LEGAULT: That's correct.

25 MR. LEE: Because that person is no longer

1 at risk as a child, and that's where your uncertainty comes
2 from?

3 **DR. LEGAULT:** My uncertainty comes from
4 lawyers who tell me that the law is not clear.

5 **MR. LEE:** But I captured the gist of the
6 situation, right?

7 **THE COMMISSIONER:** Right.

8 **MR. LEE:** Is that right? I have the gist of
9 the situation, that that's the two ---

10 **DR. LEGAULT:** Yes.

11 **MR. LEE:** --- the differences you see?
12 And regardless of that confusion, you're
13 telling us that the committee will report to the
14 CAS in both of those cases?

15 **DR. LEGAULT:** Yes.

16 **MR. LEE:** And do I take it that to be
17 something that happens every single time?

18 **THE COMMISSIONER:** That you have a
19 historical ---

20 **MR. LEE:** That you have a historical abuse?

21 **DR. LEGAULT:** We try to do that, yes.

22 **MR. LEE:** But is it a rule or is it a
23 suggestion?

24 **DR. LEGAULT:** It's a rule. It's a rule and
25 I believe that we've done that. The reason why I hesitated

1 is I was trying to remember if we've not done it. Again, I
2 believe we try and do that, and there is a good reason for
3 that -- is that if we go to the Children's Aid and there
4 are already several other complaints with the Children's
5 Aid, I think it just builds the case that the Children's
6 Aid can then use.

7 **MR. LEE:** And it doesn't hurt to tell the
8 CAS, I take it, and let them decide whether it's within
9 their jurisdiction?

10 **DR. LEGAULT:** That's right.

11 **MR. LEE:** And that's your position on it?

12 **DR. LEGAULT:** Yes.

13 **MR. LEE:** You've mentioned a few times
14 during your evidence today that these are guidelines.
15 They're not laws, as you put it to Mr. Wardle, and you can
16 go beyond the guidelines.

17 **DR. LEGAULT:** That's correct.

18 **MR. LEE:** And I understood your comment to
19 mean that you can do more than is reported here. Is that
20 right?

21 **DR. LEGAULT:** That's correct.

22 **MR. LEE:** My question for you is whether or
23 not it's within your discretion as part of the committee to
24 do less than what is within these guidelines?

25 **DR. LEGAULT:** I would -- I would believe

1 most probably not. I think that this is a minimum. I
2 think if we decided to do less, the committee as a whole
3 would decide that and would have very good reasons to do
4 that, but certainly we're -- we're not trying to do less;
5 we're trying to do more.

6 **MR. LEE:** Can I take you, please, to that
7 same exhibit but Tab 47.

8 And you looked at this a little bit with Mr.
9 Ruel, as it was part of another document. This document is
10 just a little bit easier to read. This is the Professional
11 Conduct Committee Review Criteria from Catholic Mutual
12 Canada.

13 **DR. LEGAULT:** Correct.

14 **MR. LEE:** I'll just wait for Madam Clerk to
15 get it up on the screen here.

16 And when you're there, sir, I'd like to take
17 you to page 913. So if you look on the top left-hand
18 corner, the long number ending with 913.

19 **THE COMMISSIONER:** No, we don't have any ---

20 **DR. LEGAULT:** I don't have any numbers.

21 **MR. LEE:** Okay.

22 **THE COMMISSIONER:** We have page numbers.

23 **MR. LEE:** Page 9 then please.

24 **THE COMMISSIONER:** Page 9.

25 **MR. LEE:** Are you there, sir?

1 DR. LEGAULT: Yes.

2 MR. LEE: And so we have the long title
3 dealing with the removal from ministry of a priest or
4 deacon, and question number A reads:

5 "Does the Diocese conduct a preliminary
6 investigation of allegations of sexual
7 misconduct by ordained clergy in
8 accordance with canon law?"

9 And the answer is "yes". Do you see that?

10 DR. LEGAULT: Yes.

11 MR. LEE: So we're dealing not with civil
12 authorities here but with canon law. And the answer is
13 that:

14 "In the event of an allegation of
15 sexual misconduct is raised, the
16 Diocese will undertake to investigate
17 the incident after the civil litigation
18 has been concluded and either guilt or
19 innocence has been established."

20 And this is what I'm interested in, the next
21 part:

22 "A canonical investigation will be
23 undertaken if the alleged perpetrator
24 is found guilty or if the accused is
25 found to be not guilty by a civil

1 court."

2 Do you have any knowledge of what's being
3 referred to here?

4 **DR. LEGAULT:** Not very much, no. That would
5 ---

6 **MR. LEE:** This isn't something you deal
7 with?

8 **DR. LEGAULT:** No. This is something that
9 the Diocese would deal with.

10 **MR. LEE:** This isn't - the canon law
11 investigations or proceedings aren't within the purview of
12 the committee?

13 **DR. LEGAULT:** No.

14 **MR. LEE:** Not something you deal with?

15 **DR. LEGAULT:** No.

16 **MR. LEE:** And can you turn over to page 14
17 of that same document please. And this relates to the
18 transfer for ministerial assignment, and there are a couple
19 of questions here and one of them deals with whether or not
20 the Diocese has a written policy precluding transfer of
21 clerics who have committed an act of sexual misconduct to
22 another diocese or religious order, and the answer is "no".
23 The brief answer is "no" and the explanation reads:

24 "Although the Diocese does not have a
25 written policy concerning the transfer

1 of priests who have committed an act of
2 sexual misconduct to another diocese or
3 religious order, it is clear the Bishop
4 would not permit a transfer of a priest
5 who has committed an action of sexual
6 misconduct."

7 Do you see that?

8 **DR. LEGAULT:** Yes.

9 **MR. LEE:** Do you know of any -- this
10 obviously is a few years old now. It was done in 2005. Do
11 you know of any such written policy now being in place?

12 **DR. LEGAULT:** I couldn't answer that.

13 **MR. LEE:** Not something you know about?

14 **DR. LEGAULT:** No.

15 **MR. LEE:** Has your committee at any point
16 discussed what would happen with an offending priest in
17 terms of transfers? Is that something your committee has
18 discussed with the Bishop at any point?

19 **DR. LEGAULT:** I believe -- I believe our
20 Bishop has made it very clear to the committee that there
21 would not ever be a transfer.

22 **MR. LEE:** So it's the understanding of the
23 committee, at least based on the word of the Bishop, that
24 it wouldn't happen. Is that correct?

25 **DR. LEGAULT:** That's right.

1 **MR. LEE:** And you're not -- you at least
2 have no knowledge of anything in writing; a protocol or
3 policy ---

4 **DR. LEGAULT:** No.

5 **MR. LEE:** --- in relation to that?

6 And if we go down to the second question, it
7 relates to whether the Diocese has a written policy
8 requiring the transferring Bishop or religious superior to
9 disclose all information concerning sexual misconduct on
10 any cleric seeking to be transferred.

11 The answer is "no".

12 And then there's a recommendation that such
13 a policy be created. Do you have any knowledge of whether
14 such a policy was created?

15 **DR. LEGAULT:** No, I do not.

16 **MR. LEE:** Not something you would have dealt
17 with at the ---

18 **DR. LEGAULT:** No.

19 **MR. LEE:** --- committee level?

20 And finally, I should have done this
21 initially, but if you can go back to Tab 50 please. Those
22 are the Current Guidelines.

23 On page 4 of those Guidelines, number 7,
24 this again is directly within the Guidelines, and it
25 relates to the initiation of a canonical investigation

1 according to Canon 1717 of the *Code of Canon Law* and a
2 possible referral to the congregation of the Doctrine of
3 the Faith.

4 Do you have any information about the
5 operation of this particular section of the protocol?

6 **DR. LEGAULT:** No, I don't. This is the
7 Bishop's domain.

8 **MR. LEE:** Not anything that you've dealt
9 with?

10 **DR. LEGAULT:** No.

11 **MR. LEE:** And I take it, you don't
12 understand the committee to be -- sorry, you don't
13 understand it as being part of the mandate of the committee
14 to advise the Bishop on canon law matters, I take it?

15 **DR. LEGAULT:** No, that's correct.

16 **MR. LEE:** That's a question perhaps that
17 should be put to Bishop Durocher then?

18 **DR. LEGAULT:** M'hm.

19 **MR. LEE:** Thank you very much, sir. Those
20 are my questions.

21 **DR. LEGAULT:** Thank you.

22 **THE COMMISSIONER:** Thank you. Mr. Chisholm.

23 **MR. CHISHOLM:** Good morning, sir.

24 **THE COMMISSIONER:** Good morning.

25 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR

1 MR. CHISHOLM:

2 MR. CHISHOLM: Good afternoon, Doctor. My
3 name is Peter Chisholm. I am counsel for the CAS. How are
4 you today?

5 DR. LEGAULT: I'm fine.

6 MR. CHISHOLM: If I can bring you, please,
7 to Exhibit 2031 and specifically Bates page 7167310.

8 THE COMMISSIONER: Just a second. What
9 exhibit again?

10 MR. CHISHOLM: Two zero three one (2031).

11 THE COMMISSIONER: Two zero three one
12 (2031). Okay, hang on.

13 MR. CHISHOLM: It's document 738436.

14 THE COMMISSIONER: Oh, it's the last one.
15 I'm sorry. Okay.

16 C'est celui-ci. Parfait. O.k.

17 And Bates page or the page number at the
18 bottom if you have it?

19 MR. CHISHOLM: At the bottom would be ---

20 THE COMMISSIONER: Maybe not.

21 MR. CHISHOLM: I don't believe there's a
22 page at the bottom.

23 THE COMMISSIONER: The Bates page?

24 MR. CHISHOLM: It's Bates page that ends in
25 310.

1 **THE COMMISSIONER:** Three one zero (310).

2 Si vous regardez à la gauche en haut.

3 **DR. LEGAULT:** Oui, oui. Je le vois.

4 **LE COMMISSAIRE:** C'est ça, 301.

5 C'est les minutes de la réunion du 21

6 février 2004.

7 **DR. LEGAULT:** Trois zero un (301)?

8 **THE COMMISSIONER:** Yes.

9 **MR. CHISHOLM:** Yes, 310, excuse me, 310.

10 **THE COMMISSIONER:** Three one zero (310).

11 **MR. CHISHOLM:** It's the -- it's your further

12 notes with respect to C-72's report of a possible sexual

13 allegation.

14 **DR. LEGAULT:** M'hm.

15 **MR. CHISHOLM:** Do you have that in front of

16 you, Doctor?

17 **DR. LEGAULT:** Yes.

18 **MR. CHISHOLM:** And I'm interested in the

19 last written paragraph that's relating to May 17th of 2004.

20 Is that right, Doctor?

21 **THE COMMISSIONER:** The typed paragraph?

22 **MR. CHISHOLM:** Yes. Sorry.

23 **THE COMMISSIONER:** Okay, the biggest

24 paragraph on that page there.

25 **MR. CHISHOLM:** "I met with Bishop Paul André

1 Durocher..."

2 You see that?

3 **DR. LEGAULT:** Yes.

4 **MR. CHISHOLM:** "...On May 17th..."

5 And then further down you speak about
6 meeting with Rick Abell on May 17th. Is that right?

7 **DR. LEGAULT:** M'hm.

8 **MR. CHISHOLM:** And you indicated that during
9 your ---

10 **THE COMMISSIONER:** No, no, no. Just a
11 second now.

12 Oh yes, you met with him on the same day.

13 Sorry, yes, okay. Thank you.

14 **MR. CHISHOLM:** I'll just wait for it to come
15 back on the screen.

16 **THE COMMISSIONER:** Why are we doing that?
17 Okay.

18 **MR. CHISHOLM:** You indicated in your
19 evidence today, if I understood correctly, that Mr. Abell
20 told you that he was aware of rumours with respect to C-74.
21 Do you recall that?

22 **DR. LEGAULT:** Yes.

23 **MR. CHISHOLM:** And did Mr. Abell, during the
24 course of that meeting with you, tell you of the source of
25 the rumours that he had heard?

1 DR. LEGAULT: Out in the community.

2 MR. CHISHOLM: He didn't say if it was on a
3 website?

4 DR. LEGAULT: No. No.

5 MR. CHISHOLM: No. Did Mr. Abell discuss
6 with you the specifics of any of the rumours?

7 DR. LEGAULT: Absolutely not, no.

8 MR. CHISHOLM: And I see in your note,
9 towards the bottom of that paragraph we are looking at, the
10 second last line, it reads:

11 "Mr. Abell believes that this person is
12 trying to divulge the abuse as he has
13 spoken openly of this abuse to others."

14 What was it that Mr. Abell say to you that -
15 - is it this person is trying to come out with the
16 allegation by speaking to C-72 about it; is that the gist
17 of it?

18 DR. LEGAULT: Or speaking with a group of
19 people, she's the only one who came forward but -- during a
20 party, to speak about that to the people who would listen
21 to him.

22 MR. CHISHOLM: And during the course of your
23 dealings with Mr. Abell, did you have any concerns with
24 respect to how you were received by Mr. Abell?

25 DR. LEGAULT: Could you repeat that

1 question?

2 **THE COMMISSIONER:** Were you well received by
3 Mr. Abell?

4 **DR. LEGAULT:** Oh, absolutely.

5 **THE COMMISSIONER:** In a professional manner?

6 **DR. LEGAULT:** Oh, yes. Yes, yes, yes.

7 **THE COMMISSIONER:** No complaints of his
8 behaviour?

9 **DR. LEGAULT:** Well, no. No, Mr. Abell and I
10 know each other for a long time.

11 **MR. CHISHOLM:** Well put, Mr. Commissioner.
12 Thank you.

13 And then if I could take you further down
14 onto that page, to the handwritten portion. This is your
15 notes made with respect to May 28th, 2004?

16 **DR. LEGAULT:** That's correct.

17 **MR. CHISHOLM:** C-72 had called you on that
18 day. Is that right?

19 **DR. LEGAULT:** Yes.

20 **MR. CHISHOLM:** And C-72 had told you that
21 she had gone to the CAS to make a report. And I'm
22 interested in the part where she said, "She found this" ---

23 **DR. LEGAULT:** Very difficult.

24 **MR. CHISHOLM:** --- "very difficult."

25 Did she elaborate upon what she found

1 difficult about going to the CAS?

2 **DR. LEGAULT:** No, she did not. No.

3 **THE COMMISSIONER:** I guess what he wants to
4 know is did she say it was difficult emotionally or the CAS
5 made it difficult for her?

6 **DR. LEGAULT:** Well, my impression -- I
7 didn't write everything down, but my impression is that she
8 found it very difficult emotionally. She said not only to
9 go to CAS but to make a complaint against a priest. So
10 those two things were extremely difficult for her.

11 **MR. CHISHOLM:** So I take it you have no
12 reason to believe there was anything that the CAS personnel
13 did to make it difficult for her?

14 **DR. LEGAULT:** No. Not at all.

15 **MR. CHISHOLM:** Okay. And she did speak of
16 having to take time off work. You recorded that. That was
17 a concern to her as far as you were concerned?

18 I am looking again at the ---

19 **DR. LEGAULT:** Well, she was under a lot of
20 stress, but she's not saying that -- I think in her life in
21 general.

22 **MR. CHISHOLM:** Okay.

23 **DR. LEGAULT:** And I think she was finding
24 this to be an added stress.

25 **MR. CHISHOLM:** Okay. Thank you, Doctor.

1 Those are my questions.

2 DR. LEGAULT: Thank you.

3 THE COMMISSIONER: Thank you.

4 Mr. Rose?

5 MR. ROSE: No questions.

6 THE COMMISSIONER: Thank you.

7 Ms. Cole?

8 MS. COLE: No questions.

9 THE COMMISSIONER: Thank you.

10 Ms. Robitaille?

11 MS. ROBITAILLE: No questions, thank you.

12 THE COMMISSIONER: Ms. Lalji?

13 MS. LALJI: No questions, Commissioner.

14 THE COMMISSIONER: Ms. Lahaie?

15 MS. LAHAIE: No questions. Thank you.

16 THE COMMISSIONER: Mr. Carroll?

17 MR. CARROLL: Nothing, thank you.

18 THE COMMISSIONER: All right.

19 Mr. Sherriff-Scott?

20 MR. SHERRIFF-SCOTT: Yes. Thank you.

21 --- CROSS-EXAMINATION BY/CONTRE-INTERROGATOIRE PAR MR.

22 SHERRIFF-SCOTT:

23 MR. SHERRIFF-SCOTT: Doctor, just a few
24 short, little questions.

25 First, you said that in order to pursue a

1 complaint, you needed a complainant to come forward;
2 correct?

3 DR. LEGAULT: Yes.

4 MR. SHERRIFF-SCOTT: But the policy has now
5 been amended to deal with anonymous issues; in other words,
6 you still act on anonymous complaints; is that right?

7 DR. LEGAULT: Yes.

8 MR. SHERRIFF-SCOTT: Second, the expression
9 -- if we can turn up Exhibit 58, Tab 50, at page 949,
10 paragraph 6. Okay, it's the current 2005 policy, and it's
11 the Reporting Guidelines section.

12 DR. LEGAULT: Fifty (50)?

13 MR. SHERRIFF-SCOTT: Yes.

14 DR. LEGAULT: Okay, sorry.

15 MR. SHERRIFF-SCOTT: It's Tab 50.

16 So it's the -- if you look at the upper left
17 corner, you'll see the last three digits are pages 949.
18 It's page 4 of the policy.

19 DR. LEGAULT: Page 4.

20 MR. SHERRIFF-SCOTT: Paragraph 6.

21 DR. LEGAULT: Yes.

22 MR. SHERRIFF-SCOTT: Okay. The expression
23 "having verified" appears in the first couple of words;
24 correct?

25 DR. LEGAULT: Yes.

1 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** And I take it what
2 you're trying to convey to the Commission here is that
3 absent some significant reason, you take the thing at face
4 value?

5 **DR. LEGAULT:** Yes, absolutely.

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** All right. And in
7 fact, you've already made a recommendation that the
8 reasonable probable words be changed to "inquire
9 effectively"?

10 **DR. LEGAULT:** M'hm, yes.

11 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** All right. And I take
12 it you have been acting on that basis since then?

13 **DR. LEGAULT:** Yes.

14 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** All right.

15 Now, lastly, if I can prevail on you to turn
16 to page 2 of that document, the definition of "Accused".
17 Do you see that at the top of the page?

18 **DR. LEGAULT:** Yes.

19 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** "The one against whom
20 an allegation is made." Correct?

21 **DR. LEGAULT:** Correct.

22 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** That doesn't mean a
23 charge necessarily?

24 **DR. LEGAULT:** No.

25 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** In other words, a

1 complaint or an allegation is made about someone.

2 DR. LEGAULT: M'hm.

3 MR. SHERRIFF-SCOTT: It's not necessarily
4 tied to the criminal justice system?

5 DR. LEGAULT: No.

6 MR. SHERRIFF-SCOTT: Okay. And then if I
7 can bother you to flip forward to page 6, paragraph 10.
8 And paragraph 10 seems to mandate that:

9 "Throughout this process, the advising
10 committee recommends and oversees
11 implementation of other decisions to be
12 taken by the Bishop in the following
13 areas."

14 And the penultimate or second last point
15 refers to:

16 "Pastoral and canonical status of the
17 accused."

18 In other words, whether the person can
19 perform ministry. Is that correct?

20 DR. LEGAULT: That's correct.

21 MR. SHERRIFF-SCOTT: Is this -- do you
22 interpret this as being a general overview ---

23 DR. LEGAULT: Yes.

24 MR. SHERRIFF-SCOTT: --- of your
25 jurisdiction to make these recommendations throughout the

1 process?

2 **DR. LEGAULT:** Yes, I do.

3 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** Regardless of the
4 status of the matter from other points of view?

5 **DR. LEGAULT:** That's correct.

6 **MR. SHERRIFF-SCOTT:** All right.

7 Those are my questions. Thank you sir.

8 **THE COMMISSIONER:** Thank you.

9 Maître Ruel?

10 **Me RUEL:** Je n'ai pas d'autres questions.

11 Merci beaucoup.

12 **LE COMMISSAIRE:** Parfait.

13 Docteur Legault, je vous remercie beaucoup
14 de votre comparution ici aujourd'hui. Il va sans dire que
15 je vais considérer votre témoignage en écrivant mon
16 rapport.

17 Merci encore une fois.

18 **DR. LEGAULT:** Merci.

19 **LE COMMISSAIRE:** Donc, nous résumerons la
20 séance lundi à 1h00. C'est ça. Merci.

21 **THE REGISTRAR:** Order; all rise. À l'ordre;
22 veuillez vous lever.

23 This hearing is adjourned until July 28th, at 1:00 p.m.

24 --- Upon adjourning at 12:58 p.m./

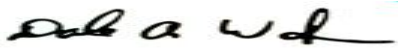
25 L'audience est ajournée à 12h58

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25

C E R T I F I C A T I O N

I, Dale Waterman a certified court reporter in the Province of Ontario, hereby certify the foregoing pages to be an accurate transcription of my notes/records to the best of my skill and ability, and I so swear.

Je, Dale Waterman, un sténographe officiel dans la province de l'Ontario, certifie que les pages ci-hauts sont une transcription conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes capacités, et je le jure.



Dale Waterman, CM